



MESURES DE TRANSITION VERTE POUR LES MPME



SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
INTRODUCTION	4
LES PME DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	8
LACUNES ET OBSTACLES RENCONTRÉS PAR LES MPME DANS L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS POUR FACILITER LA TRANSITION VERS DES PRATIQUES VERTES ET RENFORCER LA RÉSILIENCE	12
SITUATION ACTUELLE DES INITIATIVES DE FVI EN FAVEUR DES MPME	30
OPPORTUNITÉS COMMERCIALES POUR LES MPME DANS LE CADRE DE L'ATTÉNUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	38
OPPORTUNITÉS COMMERCIALES POUR LES MPME DANS LE CADRE DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE	42
RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS	46
ACRONYMES	52
ANNEXE 1. RÉFÉRENCES (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)	53
ANNEXE 2. MÉTHODOLOGIE	57

REMERCIEMENTS

Ce rapport spécial est un produit du groupe de travail sur la finance verte inclusive (IGFWG, par son sigle en anglais) et du groupe de travail sur le financement des PME (SMEFWG, par son sigle en anglais) et de ses membres.

Collaborateurs :

Responsables de sous-groupe : Oswald Mungule (Banque de Zambie, FVIWG), Emmanuel Kalala (Banque Centrale du Congo, FVIWG), Samuel Weng Yew (Bank Negara Malaysia, SMEFWG), et Liliana Orozco (Superintendencia General de Entidades Financieras de Costa Rica, SMEFWG).

Membres du IGFWG d'AFI : Rhodora Brazil-De Vera (Bangko Sentral ng Pilipinas), Nayda D'almeida Pires (Banco Central de São Tomé e Príncipe) et Cyril Benoiton (Central Bank of Seychelles).

Membres du SMEFWG d'AFI : Ximena Redin (Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria de Ecuador), Omar Colindres (CNBS Honduras) et Samuel Tarinda (Reserve Bank of Zimbabwe).

Nous tenons à remercier les membres d'AFI qui ont participé aux entretiens et nous ont fait part de leurs commentaires : Chowdhuri Liakat Ali et Aysha Sharmin Islam Asha (Banque du Bangladesh), Jorge Moncayo et Ximena Redin (Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria de Ecuador).

Nous tenons également à exprimer notre gratitude pour les contributions exceptionnelles apportées par les membres du Conseil consultatif de la recherche : Emma Haiyambo (directrice de recherche et développement du secteur financier, Banque de Namibie) ; Natalia Realpe (directrice, HEDERA Sustainable Solutions GmbH) ; Felipe Pérez (directeur général, FAIR Center for Financial Access, Inclusion and Research et professeur de finance à l'école de commerce du Tecnológico de Monterrey) ; et Dr. Ulrich Voltz (professeur d'économie et directeur du Centre for Sustainable Finance à la SOAS, Université de Londres), et Rosmah Mamak Rapi, Khairul Ikhwan, et Siti Fatimah Noor Saidi (Malaysia Green Technology and Climate Change Corporation).

Le rapport a été rédigé par PHB Consulting sous la surveillance de Johanna Nyman (responsable de la finance verte inclusive), Laura Ramos (responsable des politiques, finance verte inclusive), Jeanette Moling (spécialiste des politiques, finance verte inclusive), Nik Kamarun (responsable des politiques principal, financement des PME) et Audrey Hove (responsable des politiques principal, finance inclusive de genre) de l'unité de gestion de l'AFI.

Nous tenons à remercier les institutions membres d'AFI, les partenaires et les donateurs qui ont généreusement contribué à l'élaboration de cette publication.

Ce travail a été réalisé grâce à une subvention du Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Ottawa, Canada. Les opinions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement celles du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.

SOMMAIRE

Le changement climatique fait peser de lourdes menaces sur les MPME, en particulier dans les pays en développement, en affectant leur compétitivité, performance et durabilité. Les MPME représentant une part importante des entreprises au niveau mondial, les politiques en matière de finance verte inclusive (FVI) leur sont essentielles pour pouvoir participer aux efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Les MPME détenues ou dirigées par des femmes (MPMEF), sont particulièrement plus vulnérables aux effets du changement climatique.

Les MPME sont confrontées à des défis uniques et sont touchées différemment par le changement climatique en raison de leur taille et de leur contexte opérationnel. Bien qu'il y ait eu des progrès dans le développement de politiques et réglementations FVI axées sur les MPME, ce rapport identifie divers obstacles en matière de politiques, accès au financement et de gestion des risques pour les MPME, mettant en évidence les défis spécifiques auxquels sont confrontées les MPMEF et qui entravent leur accès à la finance verte.

Bien qu'ils reconnaissent l'importance des politiques holistiques en matière de FVI, les décideurs politiques et les régulateurs financiers (PFR, pour son sigle en anglais) se heurtent à des difficultés telles que la pénurie de données, l'applicabilité limitée des taxonomies vertes aux MPME et l'absence de réglementation proportionnée pour accompagner les MPME dans leur transition écologique. Il existe également des obstacles importants à l'accès au financement, notamment des incitations fiscales limitées, des coûts de financement vert plus élevés pour les MPME et des mécanismes de partage de risques insuffisants ou limités. Les obstacles à la gestion des risques et de la résilience ont à voir avec une culture écologique limitée de la part des MPME, et avec leur manque de connaissances en matière d'intégration des risques climatiques dans leurs stratégies de financement vert.

La diversité qui caractérise les MPME et les contextes dans lesquels elles opèrent exige une diversité de politiques, produits, services et canaux de transmission de la FVI,

susceptibles d'aider les MPME et leurs clients à évoluer vers une économie à faibles émissions de carbone, à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et à s'adapter au changement climatique. Il s'agit notamment d'initiatives de financement vert dans les stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF), de lignes directrices en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux (ESRM, pour son sigle en anglais), de taxonomies vertes, de systèmes de garantie des risques de crédit vert et de systèmes de refinancement pour les MPME, entre autres.

Malgré les multiples obstacles auxquels sont confrontées les MPME, leur immense potentiel en matière d'atténuation et d'adaptation climatique peut contribuer à promouvoir un écosystème vert se traduisant par de multiples opportunités commerciales dans des secteurs verts tels que les énergies renouvelables, l'agriculture durable et la gestion des déchets.

Ce rapport propose des recommandations dans trois domaines thématiques :

- l'élaboration de politiques et de stratégies,
- l'accès et soutien financiers pour les MPME,
- et la gestion des risques et de la résilience.

Il souligne la nécessité de disposer de données désagrégées de qualité, de taxonomies vertes inclusives et de politiques sur la FVI, aussi bien que des réglementations proportionnées, entre autres. L'accès au financement peut être amélioré grâce à des incitations et à un ensemble complet de mesures pour les MPME, y compris le financement mixte et les obligations thématiques. Dans le même sens, les mesures de gestion des risques devraient comprendre l'élaboration de normes de divulgation financière liées au climat, l'intégration des risques environnementaux et sociaux dans les politiques de crédit et la mise en œuvre de cadres de surveillance adaptés aux MPME et au climat.

En conclusion, l'autonomisation des MPME en tant qu'agents de changement dans la construction d'une économie inclusive et durable nécessite des efforts concertés de la part des décideurs politiques, des régulateurs financiers, des institutions financières et des partenaires de développement. C'est en mettant en œuvre des interventions ciblées et en encourageant la collaboration, que les parties prenantes peuvent faciliter la transition verte des MPME et contribuer à la résilience climatique et à la durabilité environnementale à l'échelle mondiale.

INTRODUCTION

Ce rapport spécial sur les mesures de transition pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) est le fruit d'une collaboration entre les groupes de travail d'AFI sur la finance verte inclusive (FVIWG, pour son sigle en anglais) et sur le financement des petites et moyennes entreprises (SMEFWG, pour son sigle en anglais).

Il consolide les idées tirées d'entretiens, d'enquêtes internes et de recherches documentaires afin d'évaluer les obstacles multiformes rencontrés par les MPME dans l'accès à la finance verte et la manière dont les services financiers contribuent à leur résilience. L'objectif est de permettre aux décideurs politiques et aux régulateurs financiers (PFR) de mieux comprendre le rôle des MPME et des MPMEF dans la chaîne de valeur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets, et de façonner ainsi des politiques de finance verte inclusive (FVI) qui renforcent leur demande et leur accès au financement vert.

Caractérisé par une augmentation de la fréquence et de la gravité des événements météorologiques extrêmes, le changement climatique pose des défis universels avec des conséquences systémiques potentielles pour le secteur financier.¹ Les décideurs financiers reconnaissent que l'exclusion financière exacerbe les impacts du changement climatique, en particulier dans les pays en développement et les groupes vulnérables, notamment les femmes et les MPME. Au cours des 50 dernières années, 69 % des décès au niveau mondial causés par des catastrophes liées au climat se sont produits dans les pays les moins avancés (PMA), alors qu'en 2019, par exemple, ces pays représentaient moins de 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES).² Cependant, l'absence d'une définition accréditée des MPME, la catégorisation des MPME vertes et l'absence de mécanismes de divulgation transparents pour le secteur des MPME, entre autres, entravent leur financement vert.

Les MPME «représentent environ 90 % des entreprises et plus de 50 % des emplois dans le monde».³ Cependant, selon le SME Finance Forum, environ 41 % des MPME formelles (131 millions) dans les pays en développement ont des besoins de financement non satisfaits à hauteur de 5 000 milliards de dollars américains.⁴

Les MPME sont confrontées aux défis combinés de l'exclusion financière et du changement climatique, qui ont un impact sur leur compétitivité, performance, croissance économique et durabilité. En outre, les catastrophes naturelles, qui sont de plus en plus fréquentes, sont difficiles à gérer et très coûteuses pour les MPME. Elles affectent notamment les infrastructures, la continuité des activités, la santé et le bien-être des employés.⁵ Par exemple, lors des inondations de 2011 en Thaïlande, au moins 550 000 MPME et deux millions d'emplois ont été touchés.⁶ Ces défis sont exacerbés par le fait que beaucoup de ces MPME travaillent en dehors

du secteur formel, ce qui rend encore plus difficile leur accès aux services financiers formels et aux assurances liées au climat.

La finance verte inclusive (FVI) a été définie par l'AFI comme un ensemble de politiques, de réglementations et de produits financiers qui soutiennent des pratiques durables sur le plan environnemental tout en permettant un accès équitable aux services financiers. La finance verte inclusive vise à lutter contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement en encourageant les pratiques, les technologies et la résilience vertes parmi celles qui sont souvent les plus touchés par les défis environnementaux : les personnes à faible revenu, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et d'autres groupes vulnérables.

La FVI va au-delà de la finance verte conventionnelle en se concentrant sur l'inclusivité, en veillant à ce que la transition vers une économie plus verte ne laisse pas de côté ceux qui ont un accès ou des ressources financières limités.

Elle comprend une série d'initiatives, notamment le crédit vert, l'assurance verte et d'autres produits financiers conçus pour faciliter les pratiques durables des MPME et des particuliers. La FVI vise également à renforcer la résilience face aux risques liés au climat en appuyant les efforts de préparation, d'adaptation et de redressement de façon bénéfique sur l'ensemble de la communauté.

Le mot «vert» est utilisé dans ce rapport pour désigner une entreprise qui fait des choix durables en mettant en œuvre des processus efficaces sur le plan énergétique, en utilisant ou en recyclant ses matériaux, en réduisant les déchets et en réutilisant les matériaux.

Les MPME ont besoin d'un financement vert pour toute une série d'objectifs, y compris l'écologisation de leurs

1 UNSGSA. 2023. La finance verte inclusive : Une approche de politique et de plaidoyer. Disponible à l'adresse : https://www.unsgsa.org/sites/default/files/resources-files/2023-05/UNSGSA_Inclusive_Green_Finance_Policy_Note.pdf

2 CNUCED. 2022. La CNUCED définit des actions pour soutenir les pays les moins avancés dans la transition mondiale vers une économie à faibles émissions de carbone. Disponible à l'adresse suivante : <https://unctad.org/news/unctad-sets-out-actions-support-least-developed-countries-global-low-carbon-transition#:~:text=Thepercent20world'spercent2046percent20LDCspercent2Cpercent20home,relatedpercent20disaster-percent20occurredpercent20inpercent20LDCs.>

3 Groupe de la Banque mondiale. 2023. Financement des petites et moyennes entreprises (PME). Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/topic/sme/finance>

4 Forum sur le financement des PME. 2023. Le déficit de financement des PME. Disponible à l'adresse : <https://www.smefinanceforum.org/data-sites/msme-finance-gap>

5 AFI. 2020. Politiques de financement vert inclusif pour les MPME. Disponible à l'adresse : https://www.afi-global.org/sites/default/files/publications/2020-04/AFI_SMEF_IGF%20MSMEs_AW_digital_0.pdf

6 ESCAP. n.d. The impact of disasters on MSMEs (L'impact des catastrophes sur les MPME. Disponible à l'adresse : <https://msmepolicy.unescap.org/impact-disasters-msmes>

opérations commerciales, le renforcement de la résilience et la fourniture de biens et de services verts. Elles jouent un rôle essentiel dans l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets (les deux approches centrales du processus international de lutte contre le changement climatique), en s'appuyant sur leur connaissance des communautés locales et en conduisant des changements transformateurs de la base au niveau national.

La contribution des MPME à une économie nette zéro en tant qu'«agents de changement» est une transformation qui commence au niveau le plus bas de la société.

Source : Enquête AFI sur la transition des MPME vers le vert, 2023, Banque nationale du Rwanda ; Enquête AFI sur la transition des MPME vers le vert, 2023, Banque nationale du Rwanda.

Malgré les nombreuses opportunités et avantages environnementaux pour les MPME et leurs clients, la réalisation d'investissements verts pose des défis importants aux MPME. Le fait de ne pas réaliser ces investissements

peut toutefois entraîner des conséquences négatives futures pour leurs entreprises, suscitant des inquiétudes quant à l'aggravation des inégalités et à une transition injuste vers une économie à faible émission de carbone,⁷ ce qui limiterait encore plus leur croissance et leur capacité à contribuer de manière significative à un avenir durable.

Les MPME qui sont plus résilientes aux chocs climatiques présentent moins de risques pour les institutions financières et la stabilité financière tout en contribuant à un environnement durable. Les régulateurs et les décideurs financiers peuvent faire avancer le processus de respect des contributions déterminées au niveau national (NDC) de leur pays tout en contribuant aux engagements mondiaux, tels que l'Accord de Paris sur le changement climatique et les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU en identifiant et en répondant aux besoins et aux défis des MPME en matière de finance verte par le biais des politiques de l'FVI.

7 CGAP. 2023. Risque climatique et inclusion financière : Une perspective réglementaire sur les risques et les opportunités». Disponible à l'adresse : <https://www.cgap.org/research/publication/climate-risk-and-financial-inclusion-regulatory-perspective>

FIGURE 1. LE SOUTIEN AU FINANCEMENT VERT DES MPME PEUT CONTRIBUER À LA RÉALISATION DE PLUSIEURS OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES NATIONS UNIES.



Source : Nations unies.



Soon after arriving at Refugee Camp Al Za atari, this resilient and entrepreneurial mother and her daughter opened a fresh Fruit and Vegetable Market at Champs Elisee inside the Camp. Al Mafraq, Jordan. (Alamy Stock Photo)

MPMEF DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Si le changement climatique touche tout le monde, de nombreuses études ont montré qu'il a des effets spécifiques différenciés sur les femmes et les filles par rapport aux hommes et aux garçons.

Selon une étude du PNUD, «les femmes et les enfants sont 14 fois plus susceptibles de mourir que les hommes» lors d'une catastrophe naturelle.⁸ Cela est dû en grande partie à la persistance de normes culturelles patriarcales qui restreignent le rôle socio-économique des femmes, limitant leur mobilité et leur accès aux ressources et à l'éducation, en particulier dans les pays en développement, ce qui non seulement entrave leur accès aux financements verts et leur capacité à renforcer leur résilience, mais réduit également leur immunité contre les chocs climatiques.

Les MPMEF sont confrontées à des défis financiers et climatiques spécifiques. Alors qu'elles représentent 23 % des MPME au niveau mondial, elles sont responsables de 32 % du déficit de financement des MPME et sont plus vulnérables aux effets du changement climatique.

Ce rapport utilise la définition fournie par le SME Finance Forum pour les entreprises détenues par des femmes (MPMEF), qui comprennent l'un des éléments suivants :

- > **Option 1** : au moins 50 % de femmes, ou des entreprises individuelles détenues par des femmes, ou une participation féminine à la propriété et à la gestion (cadres supérieurs).
- > **Option 2** : entreprises individuelles détenues par des femmes, ou participation des femmes à la propriété et à la gestion (cadres supérieurs).⁹

8 PNUD. 2022. Les femmes sont les plus durement touchées par les catastrophes, alors pourquoi les réponses sont-elles ignorent trop souvent la dimension de genre ? Disponible à l'adresse suivante <https://www.undp.org/blog/women-are-hit-hardest-disasters-so-why-are-responses-too-often-gender-blind>

9 Forum sur le financement des PME. 2023. Le déficit de financement des MPME. Disponible à l'adresse : <https://www.smefinanceforum.org/data-sites/msme-finance-gap>

FIGURE 2. CYCLE DE LA PAUVRETÉ - LE LIEN ENTRE LE GENRE ET L'ENVIRONNEMENT





Female poultry farmer feeding her chickens, Tanzania, Africa. (Alamy Stock Photo)

Selon une étude récente de We-Fi,¹⁰ Les MPME sont confrontées à un déficit de financement de 1 700 milliards de dollars au niveau mondial (dont 1 500 milliards dans les pays en développement), tandis que les femmes ont 25 % de chances de moins que les hommes de créer une entreprise.¹¹ Les PME ont peu de possibilités d'investir dans des technologies propres et des pratiques résistantes au climat, une situation encore aggravée par la faible représentation des femmes dans la prise de décisions écologiques. Bien qu'elles représentent 39 % de la main-d'œuvre mondiale, les femmes n'occupent que 16 % des emplois dans le secteur de l'énergie traditionnelle. Au niveau de direction, les chiffres sont encore plus modestes.¹²

Néanmoins, selon l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), les entrepreneuses sont plus enclines à créer des entreprises dans les industries vertes que dans les industries conventionnelles.¹³ Et comme elles opèrent dans des environnements commerciaux difficiles, les MPMEF sont innovantes et donnent la priorité aux objectifs sociaux et environnementaux dans leur entreprise et leur communauté.

Les MPME dirigées ou détenues par des femmes (MPMEF) sont vulnérables au niveau de ce que l'on appelle la «capacité d'adaptation».¹⁴ Une étude sur les MPME menée en Afrique subsaharienne¹⁵ a montré que les entrepreneuses ont une «triple vulnérabilité différentielle» au changement climatique, ce qui signifie qu'elles :

1. Dépendent de ressources naturelles vulnérables au climat lorsqu'elles travaillent dans des secteurs fortement exposés au climat, comme l'agriculture, l'élevage ou la pêche. En outre, les agricultrices sont plus susceptibles d'être cantonnées à des terres agricoles marginales et dégradées, moins résistantes aux chocs climatiques et sujettes aux inondations.

2. Rencontrent des difficultés d'accès aux capitaux et à la technologie, associées à des politiques qui ne tiennent pas compte de la dimension de genre ou à des normes socioculturelles restrictives.
3. Font face à des vulnérabilités qui se manifestent simultanément au niveau de l'entreprise et du ménage. Les femmes propriétaires de MPME et chefs de famille sont confrontées à des pressions simultanées pour gérer les risques climatiques à ces deux niveaux en cas de catastrophe. En outre, les femmes propriétaires de MPME dans les pays en développement entretiennent des relations étroites avec leurs communautés et ont donc tendance à rester dans les communautés rurales en période de stress climatique.¹⁶

10 We-Fi. 2022. Les arguments en faveur de l'investissement dans les entrepreneuses. Disponible à l'adresse : https://we-fi.org/wp-content/uploads/2022/10/We-Fi-Investment-Case_LR.pdf

11 Green Finance Platform. n.d. Gender. Disponible à l'adresse : <https://www.greenfinanceplatform.org/themes/gender>

12 AIE. s.d. Énergie et genre. Disponible à l'adresse : <https://www.iea.org/topics/energy-and-gender>

13 UNIDO et GIZ. 2021. Évaluation de la politique d'autonomisation économique des femmes dans le secteur vert. Disponible à l'adresse suivante : https://www.unido.org/sites/default/files/files/2021-06/Synthesis_Report_Final.pdf

14 «L'adaptation est l'une des deux approches centrales du processus international de lutte contre le changement climatique. Ce terme fait référence à l'ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse à des stimuli climatiques réels ou prévus ou à leurs effets, qui atténuent les dommages ou exploitent des opportunités bénéfiques : Fiche d'information : Le besoin d'adaptation (unfccc.int)

15 Changement climatique du fil de fer. 2022. La triple vulnérabilité différentielle des entrepreneuses aux risques climatiques en Afrique subsaharienne : Obstacles et facilitateurs sexospécifiques à l'adaptation du secteur privé. Disponible à l'adresse suivante : <https://wires.onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/wcc.793>

16 Ibid.

ÉTUDE DE CAS N° 1 : Adaptation au changement climatique des micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes dans les zones semi-arides du Kenya¹⁷

Les MPMEF interviewées à Narok, au Kenya, estiment généralement que leurs entreprises disposent d'options d'adaptation limitées en période de sécheresse. Pour protéger les ressources et réduire le risque de pertes commerciales, les personnes interviewées ont mentionné qu'une stratégie clé pour faire face au changement climatique consistait à réduire les stocks pendant les périodes de sécheresse (ce qui entraîne des pertes économiques). Les négociantes en tomates de Narok South, par exemple, ont expliqué qu'elles réduisaient leur risque de pertes et de dommages en diminuant la superficie des terres utilisées pour la production afin de limiter l'irrigation en réponse à la diminution de l'approvisionnement en eau due aux sécheresses, ce qui entraîne une baisse de la productivité et des revenus. Si ces stratégies peuvent aider les MPMEF à se tirer d'affaire à court terme, une stratégie à long terme est

nécessaire pour renforcer leur résilience et leur capacité d'adaptation au fil du temps.

Face à ces chocs climatiques, le Kenya a mis en œuvre des stratégies de changement climatique pour aider les MPMEF à s'adapter au changement climatique, telles que le plan d'action national sur le changement climatique et la loi sur le changement climatique, qui exige que toutes les agences publiques réservent un tiers des appels d'offres aux femmes et aux jeunes entrepreneurs.

17 Atela, J., Gannon, K. E. et Crick, F. 2018. Climate change adaptation among female-led micro, small, and medium enterprises in semi-arid areas : A case study from Kenya (Adaptation au changement climatique parmi les micro, petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes dans les zones semi-arides : Une étude de cas au Kenya)», dans Leal Filho, W. (éd.) Handbook of Climate Change Resilience. Disponible à l'adresse suivante : https://doi.org/10.1007/978-3-319-71025-9_97-1



Woman collecting Tilapia fish larvae in a pond for sale, Kenya. (Alamy Stock Photo)

LACUNES ET OBSTACLES RENCONTRÉS PAR LES MPME DANS L'ACCÈS AUX SERVICES FINANCIERS POUR FACILITER LA TRANSITION VERS DES PRATIQUES VERTES ET RENFORCER LA RESILIENCE



A wind farm in Inner Mongolia currently suffering desertification in the worst drought in 50 years due to climate change. (Alamy Stock Photo)

Les flux de capitaux destinés spécifiquement aux interventions à faible émission de carbone sont très inégaux d'un point de vue géographique. Les pays en développement, en particulier ceux d'Afrique, n'en reçoivent qu'une infime partie en raison des incertitudes entourant leurs conditions macroéconomiques, la confiance des entreprises, les politiques et les cadres réglementaires.¹⁸

Lorsque les MPME peuvent accéder au financement, c'est souvent auprès d'amis, de la famille ou de clubs d'épargne, en raison de leur statut informel, du manque de garanties admissibles, de l'absence d'antécédents en matière de crédit et de l'insuffisance ou de l'absence de documents financiers. Ces obstacles sont plus prononcés pour les micro et petites entreprises (MPE) en raison de leur taille, de leur caractère informel et de leur orientation vers des activités commerciales axées sur la survie.

En outre, les MPE trouvent qu'il est intimidant de traiter avec les institutions financières formelles en raison des obstacles susmentionnés. Une étude commandée par le PNUD dans huit pays d'Afrique, entre 2015 et 2020, a montré que 80 % des prêts décaissés par les banques nécessitaient une garantie, avec une valeur de garantie d'environ 210 % de la valeur du prêt.¹⁹ Les MPME éligibles aux prêts bancaires, au financement mezzanine et aux fonds d'investissement sont généralement bien établies, disposent de garanties, ont une place solide dans une chaîne de valeur établie produisant des flux de trésorerie réguliers, entretiennent des liens avec les investisseurs, ou sont orientées vers l'exportation.²⁰

«Si l'on veut atteindre les objectifs climatiques, le financement de l'adaptation et de l'atténuation devrait être considérablement augmenté. Les capitaux mondiaux sont suffisants pour combler les déficits d'investissement au niveau mondial, mais il existe des obstacles à la réorientation des capitaux vers l'action climatique»²¹

Selon une étude menée par la Banque européenne d'investissement (BEI) en 2020, dans toutes les sous-régions africaines, seuls 2 à 20 % des portefeuilles totaux des banques africaines sont verts.²² En outre, bien que «le secteur agricole représente 20 à 40 % du produit intérieur brut du continent, il reçoit moins de 3 % des crédits bancaires»²³ Selon les répondants à l'enquête de la banque, les principales raisons de la modeste des portefeuilles de prêts sont le manque d'expertise interne, l'absence d'instruments pertinents facilement accessibles pour évaluer les risques climatiques et les entreprises, ainsi que l'absence perçue de demande.

Si les décideurs politiques et les régulateurs financiers (PFR) reconnaissent la nécessité d'adopter une approche holistique dans l'élaboration des politiques FVI, en particulier pour les MPME et les PMI, ils sont également confrontés à de multiples défis. L'élaboration et la mise en œuvre d'une politique FVI ciblant les MPME exigent que les PFR possèdent des connaissances approfondies, des compétences et la capacité de comprendre les besoins et les préférences des MPME, les risques et les opportunités commerciales liés au climat, les objectifs nationaux en matière de climat et les engagements en matière d'environnement, entre autres.

En outre, il est important de noter que la FVI n'est pas intrinsèquement sensible au genre ; les politiques, les services financiers et les produits peuvent avoir des impacts différenciés selon le genre en fonction du statut socioculturel, des rôles et des responsabilités des femmes. L'élaboration de politiques, produits et services FVI tenant compte de la dimension de genre peut donc répondre aux besoins spécifiques des MPME et favoriser leur accès à la finance verte. Non seulement cela encourage l'innovation verte tout en augmentant l'emploi, mais cela aide également à renforcer leur résilience pour faire face aux catastrophes liées au climat et à promouvoir la stabilité financière.

Ce rapport identifie les lacunes et les obstacles susmentionnés qui empêchent les MPME d'accéder à la finance verte, et les a regroupés et analysés du point de vue de la politique, de l'accès au financement et de la gestion des risques, en soulignant également les défis spécifiques pour les MPME.

18 Nature.com. 2021. Le coût plus élevé du financement exacerbe le piège de l'investissement climatique dans les économies en développement. Disponible à l'adresse : <https://www.nature.com/articles/s41467-021-24305-3>

19 PNUD. 2022. Évaluation des mécanismes de financement vert pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) en Afrique. Disponible à l'adresse : <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/40763/AGFM.pdf?sequence=1>

20 GIZ, IFC. 2017. Financement intelligent du climat pour les MPME rurales : cadres politiques favorables. Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière. Disponible à l'adresse : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/160941498850160436/climate-smart-financing-for-rural-msmes-enabling-policy-frameworks-g20-global-partnership-for-financial-inclusion>

21 CARE. 2023. 10 points clés à retenir du rapport du GIEC. Disponible à l'adresse : <https://careclimatechange.org/10-key-takeaways-from-the-1pcc-report/>

22 BEI. 2020 : Le secteur bancaire en Afrique : financer la transformation dans l'incertitude. Disponible à l'adresse suivante : https://www.eib.org/attachments/efs/economic_report_banking_africa_2020_en.pdf

23 Ibid.

OBSTACLES LIÉS À L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE STRATÉGIES

MANQUE DE DONNÉES FVI SUR LES MPME :

Les PFR rencontrent des difficultés dans l'élaboration de politiques FVI adaptées aux MPME en raison de l'insuffisance de données sur la finance verte et l'inclusion financière en ce qui concerne les MPME. Ce manque de données empêche les décideurs politiques de comprendre les impacts du changement climatique sur les MPME, leurs stratégies d'atténuation et d'adaptation, et la manière dont les IF intègrent la FVI dans leurs politiques de prêt et de gestion des risques. En outre, cela complique la compréhension de la relation entre l'inclusion financière et le changement climatique. L'enquête annuelle IGF 2023 d'AFI a souligné que 82 % des personnes interviewées ont identifié le «manque de données sur l'impact du changement climatique sur les MPME» comme le principal obstacle pour les décideurs politiques

et les régulateurs. Il est essentiel de combler ces lacunes en matière de données pour que les IFP puissent formuler des politiques FVI fondées sur des données probantes qui répondent efficacement à la vulnérabilité des MPME face au changement climatique.

Par exemple, dans le cadre de la politique de finance verte 2023 (GFP), la Banque centrale de PNG (BPNG) dirigera la création d'un «groupe de travail bancaire» chargé de collecter et de communiquer des données sur la finance verte, y compris des données ventilées par MPME, et d'établir un «centre de finance verte» en tant que centre de données pour la finance verte, étant donné qu'aucune donnée fiable n'était disponible lors de la phase de diagnostic de l'élaboration de la politique. En 2020, la Banque de Mongolie a commencé à collecter des statistiques sur les prêts verts sur la base de la taxonomie verte mongole (2019) afin de calculer le montant et le ratio des prêts verts dans les portefeuilles.²⁴

ÉTUDE DE CAS N° 2 : Collecte de données par la Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP) pour évaluer l'impact des épisodes climatiques extrêmes sur le secteur bancaire philippin.

La Bangko Sentral ng Pilipinas (BSP) recueille des données du Branch Regional Information System (BRIS) et mène des recherches sur l'impact des conditions météorologiques extrêmes (typhons, pluies de mousson) sur la santé du secteur bancaire.²⁵ Selon la série de documents de travail de la BSP, «Impact of Extreme Weather Episodes on the Philippine Banking Sector : Evidence Using Branch-Level Supervisory Data»,²⁶ les résultats ont montré que les conditions météorologiques extrêmes affectent négativement les dépôts bancaires, la qualité des actifs et les bénéficiaires, en particulier dans les banques rurales et coopératives (RCB) situées dans les zones sujettes aux catastrophes. Étant donné la répartition des petits exploitants agricoles et des coopératives dans ces régions rurales et plus vulnérables au climat des Philippines,

principalement desservies par les banques rurales et coopératives, ces informations permettent à la BSP de mieux comprendre quels sont les ménages et les MPME les plus exposés aux catastrophes naturelles et leur impact sur la stabilité du secteur financier.

24 Inspirer. 2020. Briefing paper - A Toolbox of Sustainable Crisis Response Measures for Central Banks and Supervisors (Note d'information - Une boîte à outils de mesures durables de réponse à la crise pour les banques centrales et les superviseurs). Disponible à l'adresse suivante : https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2020/11/INSPIRE-toolbox_-2nd-Edition-1.pdf

25 Série BSP WP. 2020. Impact of Extreme Weather Episodes on the Philippine Banking Sector : Evidence Using Branch-Level Supervisory Data (Impact des événements météorologiques extrêmes sur le secteur bancaire philippin : preuves à l'aide de données de surveillance au niveau des succursales). Disponible à l'adresse : https://www.bsp.gov.ph/Media_And_Research/WPS/WPS202003.pdf

26 Ibid.



Kapok trees (Ceiba Pentandra) bloom is late due to extreme heat & drought. Kapok fibers are used in organic pillows/duvets. Imus, Philippines. (Kevin Izorce/Alamy Stock Photo)

APPLICABILITÉ LIMITÉE DES TAXONOMIES VERTES AUX MPME

La nature complexe de la finance verte et son intersection avec d'autres mandats - tels que la stabilité financière, la politique monétaire, la protection de l'environnement, l'adaptation au changement climatique et son atténuation, l'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté - qui peuvent ne pas être mutuellement inclusifs, font qu'il est difficile pour les décideurs politiques de développer des taxonomies vertes centrées sur les MPME. Même dans les pays qui disposent de taxonomies vertes, nombre d'entre elles sont générales et ont donc une applicabilité limitée aux MPME. Par exemple, selon un rapport récent,²⁷ PME européennes ne sont pas couvertes par la taxonomie 2019 de l'UE, qui était censée faciliter le financement durable pour soutenir la transition écologique des entreprises, bien que les PME soient des contributeurs majeurs à la fois au PIB et aux émissions de gaz à effet de serre. Dans le même ordre d'idées, le rapport de l'OCDE sur l'activité des PME en 2023 mentionne le nombre croissant de normes, de méthodologies et de taxonomies qui sèment la confusion et imposent des contraintes inutiles aux PME, limitant ainsi leur capacité à se conformer aux règles et à obtenir des financements.²⁸

ABSENCE DE RÉGLEMENTATION PROPORTIONNÉE

L'absence de réglementation proportionnée, associée à des marchés de capitaux et d'assurance sous-développés, en particulier dans les pays en développement, décourage la mise à disposition et la provision d'options de financement vertes pour les MPME. Par exemple, dans certains pays dotés de taxonomies vertes et de politiques de financement durable, les banques et les institutions financières appliquent des exigences réglementaires uniformes (notamment en matière de garanties, de rapports de crédit, d'autorisations environnementales et de certifications vertes) pour les MPME, indépendamment de leur taille, de leurs ressources ou de leurs capacités, ce qui rend l'accès au financement vert difficile et coûteux pour ces entreprises.

Les décideurs politiques et les régulateurs devraient reconnaître le contexte unique des MPME et des PME et appliquer le principe de proportionnalité et une approche basée sur le risque lors de l'élaboration de politiques FVI pour favoriser, plutôt que d'entraver, l'accès au financement vert. Par exemple, la ligne directrice de la Banque Rastra du Népal sur la ESRM pour les banques et les institutions financières²⁹ exclut les petits prêts (moins de 100 000 USD) dans les secteurs non critiques des exigences en matière de diligence raisonnable environnementale et sociale et d'évaluation de l'impact sur l'environnement. En Équateur, les lignes directrices ESRM de la SEPS classent les activités en trois catégories : vert, orange et rouge, ce qui permet au conseil d'administration des caisses d'épargne et de crédit de décider à partir de quel montant de prêt l'ESRM doit s'appliquer. Ce seuil varie d'une entité à l'autre, mais il est généralement fixé à 10 000 USD, une mesure conçue pour ne pas exclure ou accabler les micro et petites entreprises, qui sont souvent considérées comme des activités économiques de subsistance.

ABSENCE DE CATÉGORISATION VERTE DES MPME

Selon l'enquête d'AFI sur la transition des MPME vers le vert (2023), 79 % des membres n'ont toujours pas catégorisé les activités économiques durables auxquelles les MPME peuvent participer. L'absence de catégorisation verte entrave la capacité des IF à identifier les MPME éligibles au financement vert et limite l'accès des MPME aux subventions de financement vert, aux références vertes (exigées par les autorités nationales) et à l'accès aux fonds verts internationaux et nationaux.

27 Jessie W & Sofia Gren. 2023. Exploration des implications de la taxonomie de l'UE sur le financement et la divulgation pour les PME suédoises. Disponible à l'adresse : <https://stud.epsilon.slu.se/19289/1/westerberg-j-gren-s-20230714.pdf>

28 OCDE. Rapport d'activité des PME 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.oecd.org/cfe/smes/SME%20activity-report-2023.pdf>

29 NRB. Mai 2018. ESRM pour les banques et les institutions financières. Disponible à l'adresse : <https://www.nrb.org.np/contents/uploads/2022/02/Final-ESRM-with-cover.pdf>



Rising water levels submerge a house as heavy monsoon rains cause major floods in Baco, Oriental Mindoro, Philippines. (Imago / Alamy Stock Photo)

ÉTUDE DE CAS N° 3 : la catégorisation verte de l'économie par l'Autorité monétaire palestinienne

L'Autorité monétaire palestinienne classe les activités suivantes parmi les activités économiques durables :

- **Énergie propre et renouvelable** : L'énergie solaire, l'énergie éolienne et l'énergie des vagues, ainsi que l'énergie produite par les eaux de ruissellement ou les chutes d'eau.
- **Efficacité énergétique** : Utilisation de l'énergie solaire dans les systèmes de chauffage et de refroidissement actuels, remplacement des systèmes traditionnels par des systèmes modernes économes en énergie et utilisation de moyens de transport hybrides.
- **Agriculture et conservation des terres** : Projets de réhabilitation et de restauration des terres et du boisement, agriculture renouvelable, aquaculture, projets de pisciculture, stockage et traitement du fumier, et projets d'élevage.
- **Gestion des déchets** : Projets de gestion des déchets solides, gestion des déchets liquides, stations d'épuration, recyclage et utilisation des déchets industriels solides et des gaz d'échappement.
- **Construction écologique** : La construction de nouveaux bâtiments et la modification de bâtiments existants pour répondre aux exigences de la loi palestinienne sur l'environnement n° (7) de 1999 et

de ses amendements, de l'ensemble des règlements et des instructions publiés en vertu de cette loi, ou des normes et des lignes directrices du World Green Building Council. Les bâtiments peuvent également obtenir la certification de systèmes internationaux ou locaux reconnus dans le domaine des bâtiments verts, tels que le système EDGE de la SFI.

- **Services publics écologiques** : Créer des parcs, des espaces verts, des systèmes d'éclairage public et d'autres technologies avancées dans les systèmes et services publics qui réduisent les émissions et soutiennent l'utilisation efficace des sources et ressources vertes ou durables disponibles.
- **Secteur de la santé** : Développement et amélioration des systèmes de surveillance de la qualité de l'eau potable, des aliments et de l'air, et projets de recherche connexes visant à mettre en place un système d'alerte sanitaire précoce, tel que la prévision des vagues de chaleur et de froid.

En outre, il est fait état de l'exploitation des technologies de l'information, telles que les projets de haute technologie, l'informatique en nuage, les projets électroniques et les projets biotechnologiques, ainsi que la recherche connexe, afin de soutenir les activités économiques durables susmentionnées.

Source : AFI Survey on Transitioning MSMEs to Green (2023) Enquête AFI sur la transition des MPME vers le vert (2023)



Woman harvesting olives. Jenin, West Bank, Palestine. (Alamy Stock Photo)



Fruit and vegetable stall. Nuwara Eliya Market, Sri Lanka. (Alamy Stock Photo)

OBSTACLES À L'ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE STRATÉGIES POUR LES MPMEF

ABSENCE DE CATÉGORISATION EXPLICITE DES MPMEF

Alors qu'un nombre croissant de pays accordent la priorité aux femmes et aux MPME dans leurs stratégies nationales d'inclusion financière (SNIF) ou leurs politiques de financement vert, la majorité des politiques et taxonomies de la FVI manquent d'une définition explicite et d'une catégorisation des MPME dans le secteur vert et d'une liste de produits éligibles au financement vert. Par exemple, la politique de financement vert de la PNG donne la priorité aux femmes et aux MPME, mais ne définit ni ne catégorise les MPMEF vertes.³⁰ Cela restreint les possibilités pour les MPMEF de demander un financement vert et limite leur participation active à l'écologisation de l'économie.

ABSENCE DE DONNÉES VENTILÉES PAR SEXE

Si des progrès sont réalisés dans la collecte de données sur l'inclusion financière par les membres d'AFI, ceux qui collectent des données ventilées par sexe (GDD) sur la finance verte ou des données liées au climat sont peu nombreux. Selon l'enquête annuelle d'AFI IGF 2023, seuls 7 % (sur 27 répondants) disposent d'un cadre sensible au genre pour la collecte de données liées au climat, ce qui empêche les IF d'évaluer et de comprendre les besoins et les préférences des MPMEF en matière de finance verte, y compris les problèmes sous-jacents auxquels elles sont confrontées, limitant ainsi la

conception et le lancement de produits et de services verts tenant compte du genre.

ACCÈS AU SOUTIEN FINANCIER POUR RÉDUIRE LES OBSTACLES

PEU OU PAS D'INCITATIONS FISCALES POUR SOUTENIR LE FINANCEMENT VERT DES MPME

Les incitations vertes jouent un rôle crucial en motivant les MPME à investir dans les technologies propres et à s'orienter vers le secteur vert. Ces incitations peuvent inclure des exonérations fiscales pour les revenus générés par l'écotourisme et les véhicules électriques, des investissements dans des obligations vertes ou une aide financière pour les polices d'assurance rurale, entre autres initiatives. Néanmoins, les incitations vertes sont limitées ou inexistantes dans la plupart des pays membres d'AFI. Selon l'enquête AFI 2023 sur la transition des MPME vers le vert, 45 % des membres ont mentionné le manque d'incitations fiscales comme un obstacle de politique qui entrave le développement et la mise en œuvre des politiques FVI pour les MPME. Toutefois, certains pays, comme la Malaisie, sont à l'avant-garde en matière d'incitations fiscales pour les investissements verts, comme indiqué ci-dessous.

³⁰ Banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée. IGF de la PNG 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.afi-global.org/newsroom/blogs/mitigating-the-impact-of-climate-change-papua-new-guineas-inclusive-green-finance-journey/>

ÉTUDE DE CAS N° 4 : incitations fiscales pour les technologies vertes en Malaisie³¹

La Malaisie a introduit quatre types d'activités dans le cadre de ses incitations fiscales en faveur des technologies vertes en 2014 (révisées en 2021) :

1. **Actifs bénéficiant d'une déduction fiscale pour investissement vert (GITA)** : Applicable aux entreprises qui acquièrent des actifs de technologies vertes admissibles répertoriés dans l'annuaire MyHIJAU pour leur propre usage ou consommation.
2. **Projets de déduction fiscale pour l'investissement vert (GITA)** : Applicable aux entreprises qui entreprennent des projets de technologies vertes admissibles pour leur usage professionnel ou leur propre consommation.
3. **Services d'exonération de l'impôt sur les revenus verts (GITE)** : Applicable aux fournisseurs de services de technologies vertes répertoriés dans l'annuaire MyHIJAU.
4. **Exonération de l'impôt sur les revenus verts (GITE)** : Applicable aux entreprises prestataires de services de technologies vertes répertoriées dans l'annuaire RPVI.

L'objectif est d'encourager les investissements dans les technologies vertes, l'acquisition d'actifs verts et l'augmentation du nombre de prestataires de services dans ce domaine.

31 MonHIJAU. 2022. Lignes directrices relatives aux incitations fiscales en faveur des technologies vertes. Disponible à l'adresse : <https://www.myhijau.my/wp-content/uploads/2022/05/REC-GTGT-007-GUIDELINES-FOR-GREEN-TECHNOLOGY-TAX-INCENTIVE-GITAGITE.pdf>



Farmers working at a plant nursery in Nigeria. (Alamy Stock Photo).

IMPOSSIBILITÉ, OU COÛTS ÉLEVÉS, DE L'OBTENTION D'UNE CERTIFICATION VERTE AFIN DE POUVOIR BÉNÉFICIER D'UN FINANCEMENT VERT

Les MPME peuvent accéder au financement vert en se conformant aux réglementations environnementales (par exemple, en obtenant un certificat d'autorisation environnementale et en remplissant les exigences de diligence raisonnable en matière d'environnement) qui offrent des

avantages supplémentaires tels que l'accès à des «niches vertes» grâce à des programmes de certification et à des écolabels. Plusieurs pays ont mis en œuvre ces programmes de certification, souvent en collaboration avec d'autres parties prenantes, notamment des organismes de réglementation, des institutions financières et différents ministères, afin de soutenir la transition écologique des MPME.

ÉTUDE DE CAS N° 5 : système de certification MSME ZED en Inde

En 2016, le gouvernement indien a lancé l'initiative ZED (Zero Defect Zero Effect), qui met l'accent sur la fabrication de produits ne présentant aucun défaut et n'ayant aucun impact sur l'environnement. La certification ZED, proposée aux niveaux Bronze, Argent et Or par le Quality Council of India, vise à promouvoir une économie circulaire parmi les MPME en améliorant leur compétitivité et leur durabilité. Les MPME qui prennent l'engagement ZED s'engagent à respecter les principes «zéro défaut, zéro effet», bénéficient de conseils, évaluations et interventions visant à améliorer les pratiques de fabrication. Une évaluation de surveillance est effectuée après 18 mois de certification.

La certification ZED est payante, mais le gouvernement accorde des subventions allant de 50 à 80 % en fonction de la taille et de la propriété de l'entreprise. Des subventions supplémentaires sont disponibles pour les MPMEF ou les entreprises situées dans des territoires spécifiques.

La certification ZED offre une série d'avantages, notamment une crédibilité accrue et des avantages monétaires. Par exemple, elle permet d'accéder à un système de garantie de crédit gouvernemental (CGS) avec une couverture garantie de 85 % pour les MPME certifiées ZED. Différentes banques indiennes offrent également des avantages aux MPME certifiées ZED. Par exemple, la ESAF Small Finance Bank offre une réduction de 50 % des frais de traitement pour toutes les propositions de prêt émanant de MPME certifiées ZED et une réduction de 1 % des taux d'intérêt standard.

Source : Ministère des micro et petites entreprises de l'Inde, portail ZED Ministère indien des micro, petites et moyennes entreprises, portail ZED³²

32 Veuillez consulter le portail ZED du ministère indien des micro, petites et moyennes entreprises. Disponible à l'adresse : <https://zed.msme.gov.in/components>

ÉTUDE DE CAS N° 6 : Programme de financement des technologies vertes en Malaisie

La Malaysian Green Technology and Climate Change Corporation (MGTC) est une agence relevant du ministère des ressources naturelles, de l'environnement et du changement climatique. Elle collabore avec le ministère des finances, la Credit Guarantee Corporation (CGC) et la Bank Negara Malaysia pour combler le déficit de financement des MPME par des prises de participation.

Le gouvernement malaisien soutient le développement des entreprises vertes par le biais du MGTC Green Technology Financing Scheme (GTFS) 4.0 en fournissant entre 60 % et 80 % du coût du composant vert, financé par les PFI, ainsi qu'une réduction de 1,5 % par an sur le taux d'intérêt ou le taux de profit.

Le MGTC soutient les MPME dans les secteurs suivants : Énergie, fabrication, transport, bâtiment, déchets et eau, qui produisent ou utilisent des technologies vertes, des sociétés de services énergétiques (ESCO), des promoteurs de logements verts ou des exploitants de bornes de recharge pour véhicules électriques.

PROCÉDURE DE CANDIDATURE ET DE CERTIFICATION

Toutes les demandes doivent être soumises au MGTC pour obtenir la certification de projet vert, ce qui implique le paiement d'une redevance. Le processus d'évaluation prend environ 21 jours ouvrables et, en cas de succès, le demandeur reçoit le certificat de projet vert, valable six mois à compter de la date d'émission. Le candidat retenu peut alors soumettre sa demande de financement

à n'importe quel PFI, ce qui prend environ 30 à 60 jours ouvrables.

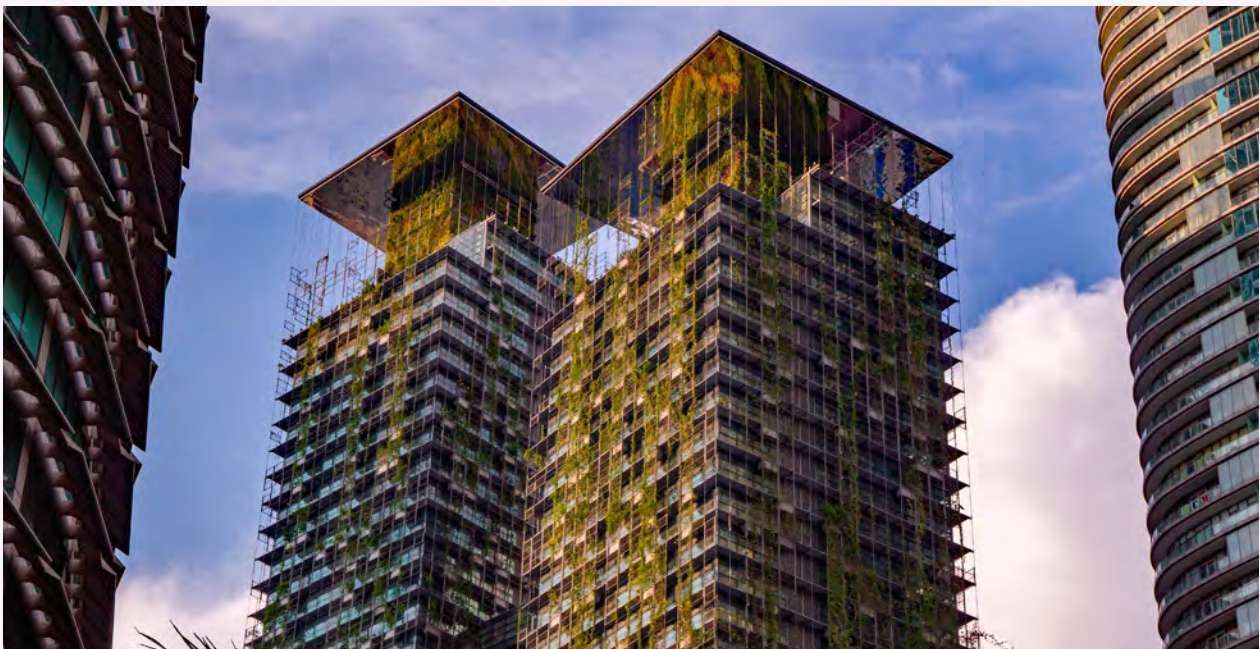
Le certificat de projet vert est utilisé uniquement pour les demandes de prêt auprès des IFP. Cependant, le MGTC soutient les demandeurs à la fois dans le processus de demande et dans la mise en œuvre du projet une fois qu'il est financé. Les bénéficiaires du GTFS doivent soumettre des rapports trimestriels, et des audits de contrôle et de vérification sont effectués chaque année par MGTC pendant toute la durée du financement. MGTC travaille également en étroite collaboration avec les PFI en gérant un comité conjoint sur une base semestrielle afin de veiller à ce que les MPME bénéficient du GTFS.

Enseignements tirés :

1. Établir des relations à long terme avec le secteur public et les PFI.
2. Adopter des frais de dossier raisonnables pour éliminer les entités qui ne remplissent pas les conditions requises.
3. Sensibiliser les MPME en stimulant l'intérêt et la demande pour les produits et services verts.

Source : entretien avec un informateur clé et le site web du GTFS : Entretien avec un informateur clé et site web du GTFS.³³

³³ GTFS. 2023. Green technology Financing Scheme, Empowering green businesses (Programme de financement des technologies vertes). Disponible à l'adresse : <https://www.gtfs.my/page/application-process>



The eco green vertical garden Le Nouvel Towers in Kuala Lumpur, Malaysia. (Alamy Stock Photo)

ABSENCE D'ENTITÉS FINANCIÈRES VERTES (GFE) OU DE BANQUES VERTES³⁴

Les lacunes politiques, telles que l'absence d'une banque verte ou d'un GFE en tant qu'entité spécialisée et axée sur sa mission, pourraient entraver la poursuite d'une approche ciblée visant à combler le déficit de financement vert pour les MPME. Les banques vertes spécialisées peuvent jouer un rôle clé en facilitant et en fournissant des financements verts aux MPME en mobilisant des investissements verts et des financements privés, en fournissant une assistance technique pour soutenir une transition verte et en promouvant des financements durables. Par exemple, la Banque brésilienne de développement économique (BNDES),³⁵ se concentre sur la durabilité environnementale et a émis des obligations vertes (2017) sur le marché mondial et des lettres de crédit vertes sur le marché local (2020) afin de lever des fonds pour des investissements dans des catégories vertes et sociales, y compris les MPME.

COÛT PLUS ÉLEVÉ DU FINANCEMENT VERT POUR LES MPME

Les institutions financières considèrent souvent l'investissement dans les technologies vertes pour les MPME comme un investissement à haut risque et à faible rendement compte tenu de leur taille, de leur caractère informel et de leur faible chiffre d'affaires.³⁶ En outre, les MPME rurales, en particulier celles du secteur agricole, dont les flux de trésorerie dépendent de l'évolution des prix des produits de base et des conditions météorologiques, sont perçues comme présentant un risque élevé en raison de la volatilité de leurs activités et du risque intrinsèque lié au financement du secteur agricole.

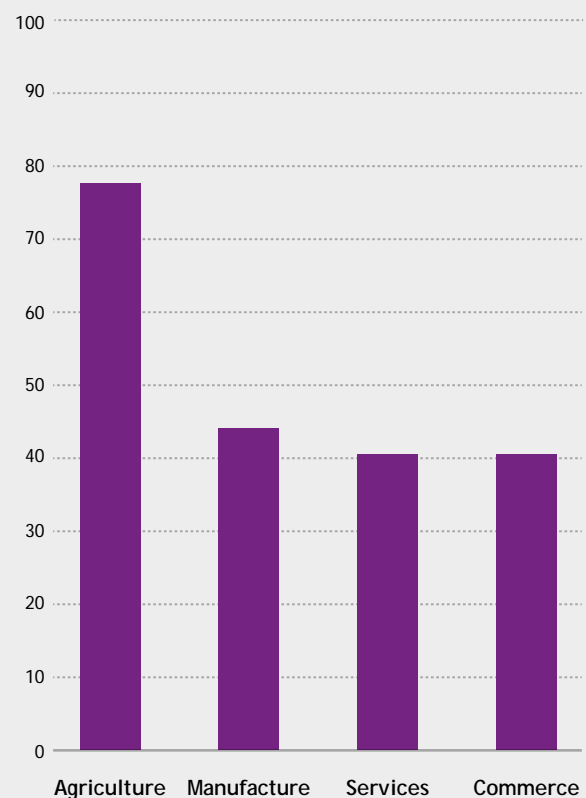
ABSENCE OU LIMITATION DES MÉCANISMES DE PARTAGE DE RISQUES (SYSTÈME DE GARANTIE DES CRÉDITS VERTS ET ASSURANCE CLIMATIQUE)

Les mécanismes de partage de risques (RSF, par son sigle en anglais), mis en place par des agences gouvernementales (par exemple les banques centrales) ou des institutions financières multilatérales, sont des instruments financiers utilisés pour atténuer et diversifier les risques de défaillance par le biais d'un partage bilatéral des pertes. L'un des principaux avantages du RSF est qu'il permet de partager les risques au sein de groupes cibles donnés, tels que les entreprises agricoles ou les MPMEF, avec les PFI. Cette approche s'appuie sur l'expertise, les réseaux, les structures d'entreprise et les incitations des PFI du secteur privé.³⁷ Par exemple, le Fonds vert pour le climat (GCF, pour son sigle en anglais),³⁸ en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement, a mis en place en 2017 un mécanisme de partage de risques pour les MPME agricoles au Guatemala et au Mexique afin de faciliter leur transition écologique vers des pratiques agricoles à faibles émissions et résilientes au climat. Le GCF a également mis en place des RSF dans des pays comme le Chili, le Ghana, le Kenya et l'Ouganda.³⁹

En termes de demande de RSF, l'enquête annuelle d'AFI IGF 2023 a révélé que 78 % des 27 répondants ont estimé que le secteur agricole était celui qui avait le plus besoin de systèmes de partage de risques de crédit pour les MPME, suivi par le

secteur manufacturier (44 %) et les secteurs des services et du commerce (tous deux à 41 %). En outre, 69 % des personnes interviewées considèrent que l'absence de «définitions vertes» est le principal obstacle à la mise en œuvre d'un système de partage de risques vert. Pour encourager les institutions de prêt à résoudre les problèmes de financement rencontrés par les MPME, les CGS peuvent partager les risques de crédit potentiels et agir en tant que garants.

FIGURE 3. QUELS SONT LES SECTEURS QUI ONT LE PLUS BESOIN DE SYSTÈMES DE PARTAGE DE RISQUES DE CRÉDIT POUR LES MPME DANS VOTRE PAYS



Source : Enquête annuelle AFI IGF 2023

34 Une banque verte (d'investissement) est généralement définie comme une entité publique, parapublique ou à but non lucratif établie spécifiquement pour faciliter l'investissement privé dans des infrastructures nationales à faible émission de carbone et résistantes à l'environnement. Banque mondiale. 2021. Boîtes à outils pour les décideurs politiques afin de rendre le système financier plus vert. Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/b1897439-4fce-5466-b045-9a858b0273b3>

35 BNDES. 2021. La BNDES crée une nouvelle structure pour l'émission d'obligations vertes, sociales et durables avec le soutien de la BID. Disponible à l'adresse suivante : https://www.bndes.gov.br/SiteBNDES/bndes/bndes_en/conteudos/noticia/BNDES-creates-new-structure-for-issuing-green-social-and-sustainable-bonds-with-support-from-IDB/

36 PNUF. 2023. Mécanismes de financement vert pour les MPME en Afrique. Disponible à l'adresse : <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/43329/Green-financing-mechanisms-for-MSMEs-Africa.pdf?sequence=3&isAllowed=y>

37 AFI. 2021. Mécanismes de partage des risques : Mobiliser des financements pour les MPME dirigées par des femmes. Disponible à l'adresse : <https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/2022/Risk-Sharing-Facilities-Mobilizing-Finance-for-Women-led-MSMEs.pdf>

38 Fonds mondial pour le climat. s.d. Mécanisme de partage des risques pour une agriculture à faibles émissions et résiliente au changement climatique. Disponible à l'adresse : <https://www.greenclimate.fund/project/fp048>

39 Ibid.



Women are evacuated by boat from a flooded area on the India border, Susta, Nepal. (Alamy Stock Photo)

«Un CGS fournit aux prêteurs une atténuation du risque de crédit par une partie tierce en absorbant une partie des pertes du prêteur sur les prêts accordés aux PME en cas de défaut de paiement, généralement en échange d'une commission.⁴⁰ Un CGS vert devrait adopter des mandats vert précis et stables qui alignent les objectifs stratégiques sur les contributions déterminées au niveau national (NDC, pour son sigle en anglais) et disposer de ressources suffisantes, avec des capitaux mobilisés grâce aux taxes sur le CO₂ ou aux fonds climatiques, ainsi qu'aux institutions multilatérales de financement du développement.⁴¹

Les programmes d'assurance climatique pour les MPME sont un autre outil RSF qui se sont développés de manière significative au cours des dernières années, bien que leur adoption soit lente. La fréquence et la gravité accrues des catastrophes naturelles associées au changement climatique font qu'il est difficile pour les assureurs de prédire avec précision la probabilité de pertes futures et de tarifier les produits d'assurance de manière appropriée. Les IMF trouvent qu'il est difficile de développer des produits de micro-assurance climatique par elles-mêmes, sans réassureur, en raison de leur taille, de leur modèle commercial et de leur manque d'expertise technique, sans parler des questions réglementaires.⁴²

L'assurance basée sur un indice est une méthode d'assurance nouvelle et innovante, dans laquelle l'indemnisation est versée sur la base d'un indice préétabli (tel que les niveaux de précipitations) plutôt que sur la base d'une évaluation

traditionnelle des demandes d'indemnisation individuelles. Elle couvre les pertes d'actifs et d'investissements, en particulier les fonds de roulement, résultant d'événements météorologiques et catastrophiques. Avant le début de la période d'assurance, un indice statistique est formulé pour évaluer les écarts par rapport aux paramètres standard tels que les précipitations, les températures, la magnitude des tremblements de terre, la vitesse du vent, le rendement des cultures et les taux de mortalité du bétail. Cependant, cela nécessite une grande quantité de données et un haut degré de technicité pour une granulation spatiale adéquate.⁴³

Malgré le rôle crucial de l'assurance dans la réduction des pertes financières résultant de risques ou d'événements défavorables, le taux d'adoption de l'assurance reste limité dans les pays en développement. Tous les acteurs du secteur doivent collaborer pour offrir des solutions plus accessibles et mieux adaptées aux communautés à faibles revenus.

40 Le Groupe de la Banque mondiale. n.d. Principles for Public Credit Guarantee Schemes (CGSs) for SMEs (Principes applicables aux systèmes publics de garantie de crédit (CGS) pour les PME). Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/topic/financialsector/publication/principles-for-public-credit-guarantee-schemes-cgss-for-smes#:~:text=A%20credit%20guarantee%20scheme%20provides,in%20return%20for%20a%20fee>

41 Blogs de la Banque mondiale. 2021. Écologisation des systèmes de garantie de crédit public pour le zéro net. Disponible à l'adresse : <https://blogs.worldbank.org/psd/greening-public-credit-guarantee-schemes-net-zero>

42 e-MFP, MAIN. 2021. N.R. Carillo, C. Razakaharivlo, D. Forcella & S. Recupero, Transition Écologique et Sociale (TES) au Profit des Institutions de Microfinance Africaines.

43 Global index insurance facility (WBG). n.d. What is basis risk? Disponible à l'adresse : <https://www.indexinsuranceforum.org/faq/what-basis-risk>



ÉTUDE DE CAS N° 7 : Banque centrale du Nigeria -
Programme d'emprunteur ancré (ABP)⁴⁴

En 2021, la Banque centrale du Nigeria (CBN) a révisé les lignes directrices de son programme «Anchor Borrower's Program» (ABP), qui met en relation les petits exploitants agricoles et les grandes entreprises afin d'accroître la production agricole et la sécurité alimentaire. L'ABP fournit également des financements innovants pour soutenir l'agriculture intelligente et les agriculteurs verts à la pointe de la technologie. Par exemple, dans le cadre de l'assurance indexée sur les revenus, des paiements automatiques sont effectués aux agriculteurs sur la base des prévisions de rendement des cultures à l'aide de données satellitaires sur les précipitations.

44 CBN. 2021. Lignes directrices ABP. Available at: [https://www.cbn.gov.ng/out/2021/ccd/abp%20guidelines%20october%2013%202021%20-%20final%20\(002\).pdf](https://www.cbn.gov.ng/out/2021/ccd/abp%20guidelines%20october%2013%202021%20-%20final%20(002).pdf)

ÉTUDE DE CAS N° 8 : OKO - une entreprise d'assurance récolte

OKO établit des partenariats avec des fournisseurs de données météorologiques pour développer des indices, qui sont ensuite utilisés pour concevoir des produits d'assurance paramétriques. Cette approche leur a valu la première place dans la toute première présentation FinTech d'AFI lors de l'édition 2019 du Forum politique mondial d'AFI (GPF)⁴⁵.

Dans le but d'étendre les services d'assurance d'OKO à plus de zones au Mali et d'atteindre un plus grand nombre d'agriculteurs, ADA a lancé un programme avec OKO en 2020 pour étendre le réseau dans deux régions supplémentaires, embarquer de nouveaux agents et établir de nouveaux partenariats avec deux institutions de microfinance (IMF) locales, à savoir Baobab et Nyesiguiso.

Dans le cadre de ce projet, OKO a proposé une série de quatre services :

- Assurance basée sur un indice qui couvre les risques de sécheresse et d'inondation. Les seuils d'indemnisation sont déterminés en fonction des précipitations dans des régions géographiques spécifiques et des stades de croissance des cultures de maïs.
- Le produit «Assurance OKO» garantit le remboursement partiel ou total du capital restant dû par les agriculteurs aux institutions de microfinance

en cas de sécheresse ou d'inondation. Si un agriculteur ayant reçu un prêt d'une IMF reçoit une compensation d'OKO à la fin de la saison, le montant de la compensation est directement transféré sur le compte de l'IMF concernée.

- Conseils agronomiques.
- Alertes météo.

PRINCIPAUX RÉSULTATS :

- 75 % des agriculteurs assurés ont déclaré que les garanties exigées étaient moins importantes.
- 25 % des assurés ont augmenté leur surface cultivée de 1,7 hectare en moyenne.
- 50 % des assurés sont prêts à souscrire d'autres produits d'assurance.

Source : ADA : [ADA, Assurance agricole basée sur un indice - leçons apprises](#)⁴⁶

45 AFI 2019 "Les lauréats de la toute première vitrine FinTech d'AFI reçoivent un coup de chapeau". Disponible à l'adresse suivante : [Les lauréats de la toute première vitrine FinTech d'AFI tirent leur révérence - Alliance for Financial Inclusion \(afi-global.org\)](#)

46 ADA. 2022. Prêt agricole indexé - leçons apprises. Disponible à l'adresse : https://www.ada-microfinance.org/sites/default/files/2022-08/Lessons%20learned_OKO%20au%20Mali_EN_0.pdf



Small farmer applying urea to crop of peanuts and sorghum, Kano, Nigeria. (Alamy Stock Photo)

ÉLIMINER LES OBSTACLES À L'ACCÈS AU FINANCEMENT POUR LES MPMEF

Les MPMEF sont confrontées à d'autres obstacles lorsqu'il s'agit d'accéder au financement de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique :

MANQUE DE PRODUITS ET DE SERVICES FINANCIERS VERTS POUR LES MPMEF

Les IF ont souvent une connaissance limitée des principes fondamentaux de la finance verte, possèdent une capacité technique inadéquate et ne disposent pas des outils et de l'expertise nécessaires pour développer des produits et des services verts pour les femmes. Par exemple, une étude récente du CGAP, bien qu'elle ne soit pas universellement applicable, a montré qu'un seul produit sensible au climat (l'assurance Nibedita de Green Delta) cible spécifiquement les femmes.⁴⁷ Toutefois, des progrès sont réalisés. Récemment, les banques des pays d'Amérique latine, en collaboration avec la Banque de développement CAF, ont commencé à promouvoir la finance verte en offrant des lignes de crédit qui «incluent une approche durable, l'équité entre les sexes et un accent sur les PME».⁴⁸ De même, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), en collaboration avec l'Initiative de financement des entrepreneuses, a fourni 4 millions de USD aux MPMEF pour soutenir des projets et des activités verts.⁴⁹ En octobre 2023, la Banque du Bangladesh a révisé sa «Sustainable Finance Policy for Banks and Financial Institutions 2020»⁵⁰ pour renforcer l'inclusion des femmes en fournissant des définitions explicites pour les entrepreneuses et les entrepreneurs du troisième sexe. La politique exige également que les banques et les institutions financières mettent en place un service d'assistance durable dans leurs succursales afin d'éduquer et de former trois entrepreneuses à la finance durable, et de financer au moins une des trois entrepreneuses formées.



Children collecting water from a dried-up river bed, Tanzania (Alamy Stock Photo)

BARRIÈRES À LA GESTION DES RISQUES ET À LA RÉSILIENCE

UNE CULTURE VERTE LIMITÉE DANS LES MPME

La plupart des MPME se concentrent sur la sécurisation de leurs opérations quotidiennes et manquent d'informations et d'outils pour profiter des opportunités offertes par les technologies vertes. En outre, les MPME ont souvent l'impression que, compte tenu de leur taille, leur impact sur l'environnement est négligeable et que les initiatives environnementales réduisent la rentabilité tout en offrant des récompenses intangibles sur le marché. Les résultats de l'enquête Global State of Small Business (GSoSB) de 2022,⁵¹ indiquent que les MPME interviewées s'attendent à ce que les politiques et réglementations relatives au changement climatique entraînent des coûts importants pour leurs activités.⁵²

Les défis associés au financement des projets d'énergie durable illustrent parfaitement la difficulté des MPME à comprendre et à évaluer la technologie, les bénéfices et les analyses coûts-avantages.⁵³ En outre, le délai de récupération des investissements dans des solutions énergétiques efficaces est à long terme, alors que les coûts initiaux pour mettre en œuvre de nouvelles technologies sont généralement élevés et à court terme, ce qui affecte négativement la position de liquidité des MPME.

MANQUE DE CONNAISSANCES SUR L'INTÉGRATION DES RISQUES CLIMATIQUES DANS LE FINANCEMENT VERT DES MPME

Pour investir dans le secteur vert, les institutions financières doivent d'abord se familiariser avec le sujet. La mise en œuvre des politiques de la FVI exige que les IF se conforment à des exigences réglementaires telles que les lignes directrices ESRM, les lignes directrices bancaires durables, l'élaboration de politiques vertes sectorielles et la gestion du risque de crédit, l'établissement de succursales vertes et l'amélioration de la divulgation de la finance verte, qui dépassent souvent les capacités et les ressources des IF et de leur personnel.

47 CGAP. 2023. Disponible à l'adresse : <https://www.findevgateway.org/slide-deck/2022/12/cgap-strengthening-climate-resilience-adaptation-through-financial-services>

48 Site web de la CAF. 2022. Les PME et le financement vert. Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/en/knowledge/views/2022/03/smes-and-green-financing/>

49 BERD. 2022. La BERD soutient les prêts verts et inclusifs en Ouzbékistan. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ebrd.com/news/2022/ebd-supports-green-and-inclusive-lending-in-uzbekistan.html>

50 Banque du Bangladesh. 2020. SFP for Banks and FIs. Disponible à l'adresse : <https://www.greenfinanceplatform.org/policies-and-regulations/sustainable-finance-policy>

51 L'enquête de janvier 2022 a été menée dans 30 pays et territoires du monde entier, comprenant à la fois des économies en développement et des économies développées.

52 OMC. 2022. Les petites entreprises et le changement climatique. Note de recherche MSME #3. Disponible à l'adresse : https://www.wto.org/english/tratop_e/msmes_e/ersd_research_note3_small_business_and_climate_change.pdf

53 GIZ et IFC. 2017. Financement intelligent du climat pour les MPME rurales : cadres politiques favorables. Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière. Disponible à l'adresse : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/160941498850160436/climate-smart-financing-for-rural-msmes-enabling-policy-frameworks-g20-global-partnership-for-financial-inclusion>

Le personnel des institutions financières n'a pas seulement une connaissance limitée de la conduite de la diligence raisonnable en matière d'environnement (EDD, pour son sigle en anglais) sur les MPME cherchant à obtenir des prêts verts, mais il manque également d'expertise pour développer des produits de finance verte. Il est particulièrement difficile pour les institutions financières d'apprendre à évaluer les risques liés aux événements à évolution lente et de comprendre l'impact qu'ils ont sur les portefeuilles. En outre, la diversité des notations de durabilité, des critères ESG et des indices complique le processus de mise en œuvre pour les agents de crédit. Tous ces facteurs contribuent à une faible appétence pour le financement des projets verts des MPME. En outre, le manque de compétences et de connaissances au sein des IF pour se qualifier et accéder aux fonds climatiques ou verts limite encore plus le pool de fonds pour refinancer les projets verts des MPME.

OBSTACLES À LA GESTION DES RISQUES ET À LA RÉSILIENCE POUR LES MPMEF

DES NIVEAUX D'ÉDUCATION PLUS FAIBLES ET UNE PARTICIPATION LIMITÉE AU SECTEUR VERT

Dans les pays en développement, les femmes ont généralement un niveau d'éducation inférieur à celui des hommes et ne disposent pas des connaissances, des compétences et de l'expertise nécessaires, ce qui limite leur participation au secteur vert. Cela est principalement dû à des normes socioculturelles aggravées par des obstacles juridiques et structurels qui dévalorisent l'investissement dans l'éducation des filles, puisque les femmes continuent d'être considérées comme les principales pourvoyeuses de soins dans de nombreux pays à travers le monde. En outre, le secteur vert est hautement technique et requiert des compétences et expertise spécialisées, qui font défaut à la plupart des entrepreneuses en raison du faible intérêt des filles pour les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques

(STEM, pour son sigle en anglais), qui découle de stéréotypes sexistes persistants.⁵⁴

MANQUE DE PROGRAMMES DE MENTORAT ET DE FORMATION CONTINUE DES MPME(F)

Le perfectionnement et la requalification des MPMEF sont essentiels pour leur permettre de mieux comprendre les effets du changement climatique et les avantages de l'adoption de pratiques durables, et pour faciliter leur transition vers le secteur vert et bénéficier des incitations de la politique de la FVI. La promotion des entrepreneuses vertes est essentielle pour construire une économie verte inclusive et durable, car les femmes dans les entreprises ne poursuivent pas seulement des objectifs de profit, mais aussi des objectifs sociaux et environnementaux. La promotion de l'entrepreneuriat vert auprès des entrepreneuses les aide à accéder à des solutions énergétiques propres et facilite la transition de leurs communautés vers une économie verte.

Les entrepreneuses ont généralement moins accès aux programmes de mentorat que les hommes.⁵⁵ Les programmes de mentorat avec des mentors verts peuvent agir comme une bouée de sauvetage pour les MPMEF, en soutenant la croissance et le développement de leurs entreprises. Les mentors qui réussissent ne se contentent pas de fournir les conseils nécessaires pour aider les MPMEF à devenir des entrepreneuses vertes, ils ouvrent également la voie à des opportunités, allant de l'amélioration de la mise en réseau et de l'efficacité de l'entreprise à l'obtention d'un financement vert.

54 AAUW. 2020. The STEM Gap : Women and Girls in Science, Technology, Engineering and Mathematics (Le fossé des STEM : les femmes et les filles dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques). Disponible à l'adresse : <https://www.aauw.org/resources/research/the-stem-gap/>

55 WWB. 2022. Au-delà du crédit : comment soutenir les MPME dirigées par des femmes pour une croissance durable. Disponible à l'adresse : <https://www.womensworldbanking.org/insights/beyond-credit-how-to-support-women-owned-msmes-for-sustainable-growth/>



Despite the apparently desperate situation in Port-au-Prince, some courageous farmer are still developing new agriculture in the ecological ranch Le Montcel, Haiti. (Alamy Stock Photo)

ÉTUDE DE CAS N° 9 : Comment CARE Sierra Leone et CARE Tanzanie promeuvent les entrepreneuses vertes

CARE Sierra Leone, en collaboration avec le ministère de l'énergie en Sierra Leone, a mis en œuvre le projet Solar for Beteh Biznes financé par la Fondation Rockefeller pour un montant de 2,5 millions de dollars⁵⁶ le 1er novembre 2021. Ciblent les entrepreneuses par le biais des énergies renouvelables, ce projet permet de renforcer les capacités des MPMEF afin de faciliter leur engagement dans les entreprises d'énergie propre et d'utiliser l'énergie des mini-réseaux pour développer les agro-entreprises. Il cible 297 groupes de femmes et 80 entrepreneuses, avec 6 080 bénéficiaires dans 23 communautés couvrant neuf districts.

Le projet CARE Go Green Tanzania⁵⁷ a mis en place une chaîne de valeur de l'énergie propre reliant les principales parties prenantes telles que les groupes d'entreprises, les banques, les fournisseurs, les formateurs communautaires et les institutions financières afin de fournir des solutions, des produits et des services verts. Le projet a formé 375 entrepreneuses à devenir des entrepreneuses vertes en les aidant à installer des lampes solaires et des fourneaux propres dans leurs communautés. Cette initiative a augmenté leurs revenus tout en leur permettant de développer leurs entreprises vertes grâce à des prêts accordés par des institutions financières.

56 CARE Sierra Leone. 2022. Projet des entrepreneuses solaires (Projet SHE). Disponible à l'adresse : <https://m.facebook.com/caresierraleone/posts/2031628947032274/>

57 CARE Changement climatique. 2022. Making the Green Transition work for women (La transition verte au service des femmes). Disponible à l'adresse suivante : <https://careclimatechange.org/care-report-making-the-green-transition-work-for-women/>

ABSENCE DE GARANTIE

La plupart des entrepreneuses des pays en développement possèdent peu ou pas de terres et de biens (dans certains PMA, culturellement, elles ne peuvent pas hériter ou posséder des biens ou des actifs), ce qui les rend inéligibles au financement vert. Par conséquent, les MPMEF ont recours à l'épargne personnelle ou à des moyens informels d'emprunt, ce qui les oblige souvent à dépasser leurs capacités et les maintient dans le cercle vicieux de la survie.

Les décideurs politiques et les régulateurs financiers pourraient collaborer avec des IMF, des coopératives et des clubs d'épargne pour créer des voies d'accès à la finance verte pour les MPMEF. Plus précisément, la politique de la FVI de Papouasie-Nouvelle-Guinée 2023 permet aux MPMEF d'accéder au financement par l'intermédiaire de coopératives détenues par des femmes ou d'IMF axées sur les femmes.⁵⁸ En Jordanie, les banques et les FI, en partenariat avec les commerçants, offrent des prêts verts spécialisés aux consommateurs à des taux d'intérêt bas pour l'achat d'appareils (chauffages solaires) et d'équipements (kits solaires de toit) économes en énergie, y compris des voitures hybrides.⁵⁹ Au Bangladesh, des institutions financières non bancaires telles qu'Infrastructure Development Company Limited fournissent des financements verts subventionnés et un soutien technique à plusieurs IMF pour qu'elles les rétrocèdent à des MPMEF afin de promouvoir les systèmes d'énergie solaire, le biogaz et les systèmes d'irrigation solaire.⁶⁰

ÉTUDE DE CAS N° 10 : obstacles à la participation des PME aux secteurs verts du Cambodge⁶¹

- 50 % des entrepreneuses dans le secteur vert (WEGI) ont indiqué qu'elles ne disposaient pas de terres ou de droits de propriété pour constituer des garanties admissibles.
- 83 % des entrepreneuses du le secteur vert⁶² ne connaissaient pas les programmes conçus pour aider les femmes à créer des entreprises.
- 62 % des WEEGI ont fait état de difficultés à obtenir des compétences techniques.

58 BoPNG. 2023. IGF de la PNG. Disponible à l'adresse : <https://www.afiglobal.org/newsroom/blogs/mitigating-the-impact-of-climate-change-papua-new-guineas-inclusive-green-finance-journey/>

59 CBJ. 2023. Étude diagnostique de l'IF en Jordanie 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.cbj.gov.jo/EchoBusv3.0/SystemAssets/PDFs/2018/Financial%20Inclusion%20Diagnostic%20Study%20in%20Jordan%202017.pdf>

60 SWITCHASIA SCP Facility. 2021. Accès au financement pour les pratiques de consommation et de production durables par les petites et moyennes entreprises au Bangladesh. Disponible à l'adresse : https://www.switch-asia.eu/site/assets/files/3085/bangladesh_finance_brief.pdf

61 UNIDO. 2022. Les femmes dans le secteur vert : Comment les politiques de transformation du genre peuvent stimuler l'autonomisation économique des femmes. Disponible à l'adresse : https://www.unido.org/sites/default/files/files/2022-03/Cambodia_Infographic_English.pdf

62 Dans le contexte cambodgien, le terme "secteur vert" n'est pas clairement défini. Le rapport reconnaît des secteurs tels que l'habillement, le textile et la chaussure, ainsi que l'agro-industrie, l'énergie et le tourisme, en raison de leur fort potentiel à être reconnus comme "verts" et à offrir de grandes opportunités aux femmes.



Farmers market and souvenir stall combined, local products sold in a stall by the Garni temple in Armenia. (Alamy Stock Photo)



Woman selling fresh prawns at Siem Reap Cambodia. (Alamy Stock Photo)

SITUATION ACTUELLE DES INITIATIVES DE FVI EN FAVEUR DES MPME

La diversité des MPME et des contextes dans lesquels elles opèrent nécessite des politiques, des produits, des services et des canaux de transmission FVI variés pour les aider, ainsi que leurs clients, à passer à une économie à faible émission de carbone, à renforcer leur résilience face aux chocs climatiques et à s'adapter au changement climatique.

Les membres d'AFI ont commencé à identifier la finance verte et les MPME (MPMEF) comme des domaines prioritaires et des groupes cibles, et les incluent dans leurs SNIF, leurs stratégies de finance verte, leurs politiques de finance durable, leurs taxonomies de finance verte ou d'autres politiques sectorielles ou nationales liées à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci. En outre, les systèmes de garantie du risque de crédit vert des MPME ou les systèmes de refinancement tels que les prêts verts subventionnés sont inclus. Parallèlement, les PME⁶³ se sont engagées à l'échelle mondiale à «réduire de moitié les émissions avant 2030, à parvenir à zéro émission nette avant 2050 et à divulguer les progrès accomplis chaque année».⁶⁴

Voici quelques-unes des différentes mesures prises par les membres et les non-membres d'AFI pour aborder les FVI :

LIGNES DIRECTRICES POUR LA GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX

Les régulateurs financiers reconnaissent la nécessité d'améliorer les procédures de gestion des risques dans les institutions financières, qui devraient tenir compte de leur exposition aux risques environnementaux et sociaux ainsi que de la stabilité globale du secteur financier. Au cours de la dernière décennie, un nombre croissant de régulateurs financiers ont publié des lignes directrices sur la gestion des risques environnementaux et sociaux (ESRM). Les lignes directrices publiées par la Banque du Bangladesh et la

Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria (SEPS) sont présentées ci-dessous.

ÉTUDE DE CAS N° 11 : La Banque du Bangladesh et l'élaboration de ses lignes directrices en matière de gestion de l'environnement et des risques (sociaux)

La Banque du Bangladesh, pionnière dans la promotion des politiques de la FVI, a publié ses lignes directrices sur la gestion des risques environnementaux en 2011, qui ont été révisées en 2017 (lignes directrices ESRM)⁶⁵ pour intégrer les risques sociaux. La ligne directrice ESRM exige que les banques et les IF intègrent les risques environnementaux et sociaux dans leurs systèmes ESRM pour aider à identifier, évaluer, surveiller et gérer les risques découlant du financement vert et assurer des pratiques bancaires durables. Les banques et les institutions financières sont tenues de procéder à un examen environnemental et social préalable (ESDD, pour son sigle en anglais) des projets verts dans le cadre de leur processus d'évaluation du crédit. Toutefois, la majorité des entreprises artisanales, micro, petites et moyennes (CMSME, pour son sigle en anglais) sont exemptées de l'ESDD. Par exemple, dans le secteur agricole, tout prêt inférieur à 23 000 USD (2,5 millions BDT) ne nécessite pas d'ESDD. Les PME qui doivent se soumettre à l'ESDD sont aidées par le gestionnaire des relations client de la banque et de l'IF sans frais supplémentaires.

63 Une PME est définie comme une entreprise ou une organisation comptant jusqu'à 500 employés.

64 Business climate hub. n.d. The SME Climate Commitment (Hub des entreprises pour le climat. s.f. L'engagement des PME pour le climat). Disponible à l'adresse : <https://businessclimatehub.org/sme-climate-commitment/>

65 Banque du Bangladesh. 2017. Lignes directrices ESRM. Disponible à l'adresse : https://www.bb.org.bd/aboutus/regulationguideline/esrm/guideline_feb2017.pdf



Bangladesh is one of the most vulnerable countries susceptible to climate change. Flooding is the key natural calamity there for the rural poor people. (Alamy Stock Photo)

ÉTUDE DE CAS N° 12 : La Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria (SEPS) de l'Équateur et ses lignes directrices en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux (ESRM)

En Équateur, la constitution et plusieurs règlements mettent l'accent sur la protection de l'environnement. Sur la base de cette prémisse et du principe directeur de la responsabilité sociale et environnementale, les coopératives d'épargne et de crédit supervisées par la SEPS ont publié une directive ESRM en mai 2023. La SEPS a initié le développement des lignes directrices ESRM en réalisant un diagnostic pour comprendre les risques environnementaux et sociaux des coopératives d'épargne et de crédit, ainsi que pour estimer la compréhension des principes de responsabilité sociale et environnementale de la part des gestionnaires et des bénéficiaires.

En novembre 2023, 70 % des coopératives d'épargne et de crédit avaient reçu une formation et mettaient en œuvre des procédures, des manuels et des rapports de gestion des risques environnementaux et sociaux conformément aux lignes directrices établies en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux. En outre, l'introduction des lignes directrices de ESRM a été importante, entre autres, pour canaliser les fonds verts internationaux vers les coopératives d'épargne et de crédit.

Principaux enseignements :

1. Les activités économiques classées comme risquées ou à haut risque doivent être adaptées aux réalités socio-économiques du lieu d'implantation des coopératives d'épargne et de crédit. L'utilisation d'une liste globale standardisée pour catégoriser les activités des MPME pourrait conduire à l'exclusion économique de secteurs entiers et les pousser vers des canaux de financement informels.
2. Bien que les lignes directrices de ESRM classent les activités en vert, orange et rouge, le conseil d'administration de chaque IF a le pouvoir discrétionnaire de déterminer le montant du prêt pour l'application des lignes directrices de ESRM, généralement normalisé à environ 10 000 USD. Cette flexibilité vise à éviter l'exclusion ou la surcharge des micro et petites entreprises, qui sont souvent considérées comme des activités économiques de subsistance.
3. Pour les entités qui doivent faire preuve d'une diligence raisonnable en matière d'environnement, l'existence de la ligne directrice sur la gestion environnemental et social est une incitation à obtenir toutes les accréditations nécessaires, car elle ouvre des possibilités de financement vert.
4. Le manque de connaissances et la désinformation engendrent la peur. C'est pourquoi la SEPS met l'accent sur la communication et la formation de ses employés, des IF et de leurs bénéficiaires, en veillant à ce qu'ils aient les bons alliés pour soutenir le processus.

Source : Entretien avec un informateur clé



Forest managers are being trained how to read satellite images, monitoring system to monitor the deforestation of the Amazon rainforest in the riparian states Peru, Ecuador, Bolivia, Guyana, Colombia, Surinam, Venezuela and Brazil (Alamy Stock Photo).

TAXONOMIES VERTES INCLUSIVES POUR LES MPME

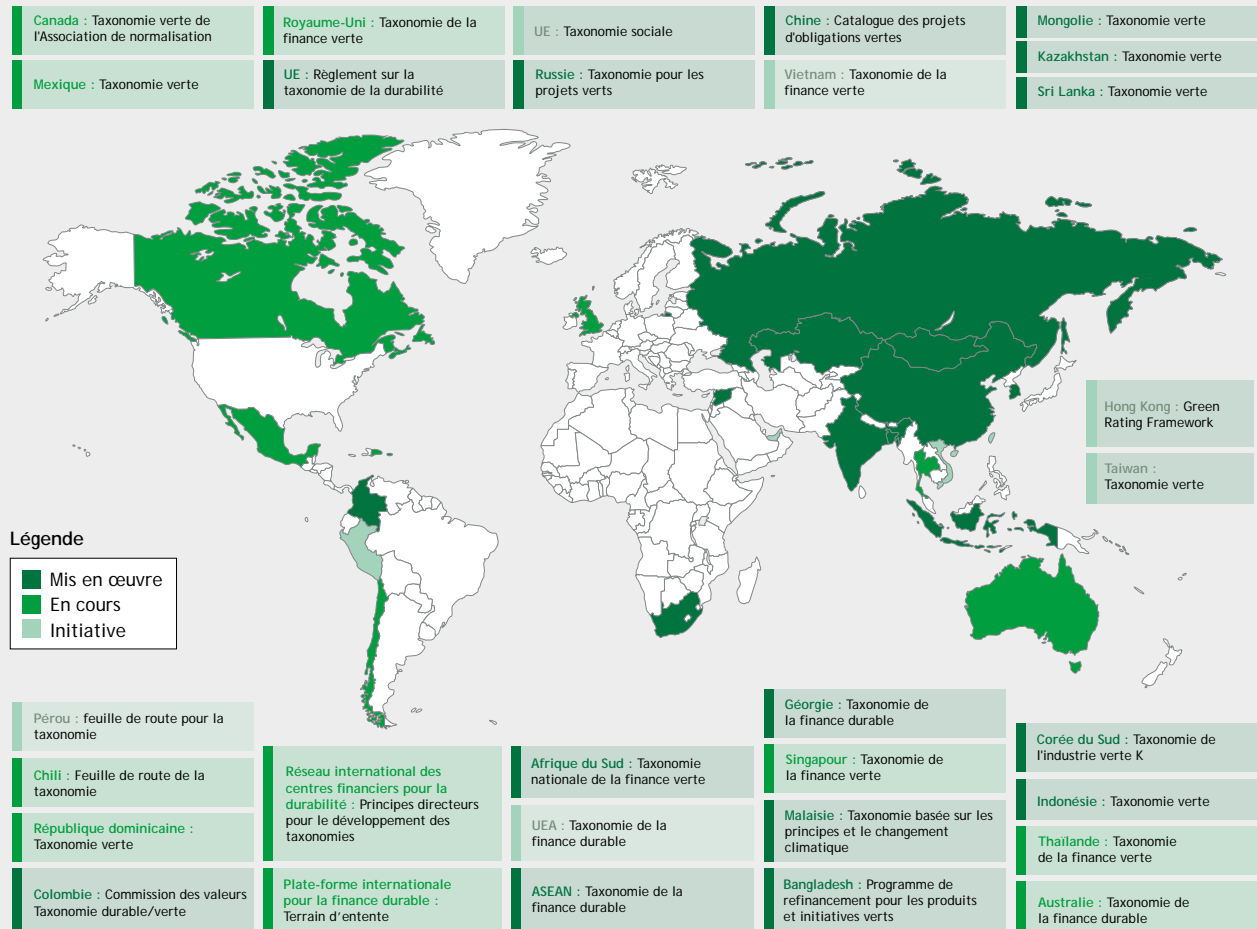
En novembre 2022, seuls 14 pays avaient lancé leur taxonomie verte⁶⁶ (selon l'enquête annuelle AFI IGF 2023, 87 % des personnes interviewées étaient en train de développer une taxonomie verte ou prévoyaient de le faire à l'avenir). Parmi ces taxonomies, la taxonomie verte mongole et la taxonomie durable mexicaine sont des exemples notables qui ont particulièrement ciblé les MPME. Par exemple, la taxonomie verte mongole fait spécifiquement référence aux MPME lorsqu'elle aborde l'amélioration de la «production d'air de qualité et le déploiement d'appareils de chauffage propres pour les ménages et les MPME», tandis que la taxonomie durable mexicaine fait également référence aux MPME, visant à «soutenir le secteur par des mesures rentables, principalement l'efficacité énergétique».⁶⁷



Windmills in Inner Mongolia province, China (Alamy Stock Photo).

66 Eco : Fact. 2022. Les taxonomies vertes dans le monde : où en sommes-nous ? Disponible à l'adresse suivante : <https://www.ecofact.com/blog/green-taxonomies-around-the-world-where-do-we-stand/>
 67 Réseau SBF. 2019. Taxonomie verte mongole. Disponible à l'adresse : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/assets/policy-library/1270_Mongolia_Green_Taxonomy_2019_MSFA.pdf
 68 Eco:Fact. 2022. Les taxonomies vertes dans le monde : Où en sommes-nous ? Disponible à l'adresse : <https://www.ecofact.com/blog/green-taxonomies-around-the-world-where-do-we-stand/>

FIGURE 4. APERÇU DES TAXONOMIES VERTES ET DE LEURS DIFFÉRENTS STADES DE DÉVELOPPEMENT (NOVEMBRE 2022)



Source : Eco : Fact⁶⁸

Pour aider les pays à développer des taxonomies vertes, l'ANASE, en collaboration avec l'OCDE, a créé une boîte à outils⁶⁹ qui offre des conseils sur la façon d'identifier les secteurs verts pour les MPME. En conséquence, les MPME vertes peuvent être divisées en deux groupes :

1. Les «**entreprises vertes**» sont des MPME conventionnelles qui prennent des mesures pour rendre leurs activités plus efficaces sur le plan des ressources et plus respectueuses de l'environnement, ce qui accroît leur compétitivité.
2. Les «**innovateurs verts**» développent de nouveaux produits, technologies et approches susceptibles d'avoir un impact transformationnel. Ce groupe, qui comprend les incubateurs, est crucial pour le passage global à des économies plus vertes.

Il est toutefois important de tenir compte du fait que la définition de ce qui est «vert» varie d'un pays à l'autre.

PROMULGUER OU ADOPTER DES RÉGLEMENTATIONS SUR LA FINANCE VERTE DURABLE ET INCLUSIVE

Selon le rapport *AFI Roadmap for FVI Implementation 2022*⁷⁰ et l'enquête annuelle AFI IGF 2023, 24 pays membres (Bangladesh, Burundi, République dominicaine, Égypte, Équateur, Eswatini, El Salvador, Fidji, Ghana, Honduras, Jordanie, Malaisie, Mongolie, Maroc, Mozambique, Nigeria, Papouasie-Nouvelle-Guinée,⁷¹ les Philippines, Rwanda, Ouganda, Vanuatu, Zambie et Zimbabwe) ont mis en œuvre des politiques FVI, soit de manière autonome, soit intégrées dans leur SNIF.

Exemples de pays qui ont déjà intégré la FVI dans la SNIF :



BANGLADESH Les CMSME⁷² et le financement vert sont des secteurs prioritaires dans le cadre de la SNIF 2021-2025⁷³ qui demande à tous les régulateurs financiers de formuler des politiques spécifiques basées sur des objectifs en matière de changement climatique pour les femmes et les CMSME.



ESWATINI⁷⁴ La SNIF de l'Eswatini (2017-2022) a donné la priorité aux programmes et aux investissements intelligents face au climat dans le secteur agricole afin d'améliorer la productivité. Le Centre pour l'inclusion financière (CFI)⁷⁵ et le secteur agricole ont été liés dans le cadre de stratégies résilientes au climat afin de décentraliser la mise en œuvre de la SNIF pour le secteur agricole.



JORDANIE⁷⁶ La stratégie de financement vert de la Banque centrale de Jordanie (2023-2028) prévoit un système de garanties de crédit vert en collaboration avec la Jordan Loan Guarantee Corporation. Elle développe un cadre de prêt vert et un financement de transition en mettant l'accent sur l'écologisation des MPME.

Des efforts ont également été déployés par d'autres membres, tels que le Salvador, pour élaborer une feuille de route sur la finance verte qui fournit «le cadre stratégique pour permettre ou accélérer la capacité d'un pays à atteindre ses objectifs en matière de climat et de développement durable, tout en améliorant la compétitivité et la résilience économique du secteur financier».⁷⁷ De même, le pilier 3 de l'axe 1 : Permettre une croissance résiliente, durable et inclusive de la «Druk Nguldrel Lamtoen-2030» du Bhoutan⁷⁸ (feuille de route décennale) appelle à faire progresser la finance verte pour construire une économie durable et verte grâce à un mécanisme de coordination inter-agences, à l'ESRM dans les prêts verts, à la promotion d'instruments financiers verts, aux marchés de capitaux verts, et au développement d'une taxonomie verte.

FONDS DÉDIÉS AUX MPME DANS LE SECTEUR VERT

Conformément aux mandats et aux pouvoirs qui leur sont conférés par leurs chartes respectives, les décideurs politiques et les régulateurs financiers peuvent créer et promouvoir des incitations qui soutiennent la finance verte, ce qui facilite la réduction des émissions de GES et renforce la résilience des MPME aux chocs climatiques. Des fonds nationaux dédiés, proposant des financements mixtes, des prêts concessionnels, des subventions ou des garanties de crédit vert, peuvent être mis en place et facilités pour permettre aux institutions financières de prêter aux MPME dans le secteur vert. Pour rendre le financement vert facilement accessible et abordable pour les MPME, les décideurs politiques peuvent développer des opérations de refinancement ciblées à des taux subventionnés pour les MPME afin de faciliter leur transition verte ou de soutenir les entreprises vulnérables au climat

69 OCDE. 2021. Faciliter la transition verte pour les PME de l'ANASE. Une boîte à outils pour les décideurs politiques. Disponible à l'adresse : <https://www.oecd.org/southeast-asia/regional-programme/networks/OECD-Facilitating-the-green-transition-for-ASEAN-SMEs.pdf>

70 AFI. 2022. Feuille de route pour la mise en œuvre de la IVF. Disponible à l'adresse : <https://www.afi-global.org/publications/roadmap-for-inclusive-green-finance-implementation/>

71 La Papouasie-Nouvelle-Guinée est le dernier ajout à la liste des pays membres disposant d'une politique de finance verte inclusive 2023 (ne faisant pas partie de l'enquête ou du rapport 2022) qui comprend une taxonomie inclusive et verte, un rapport de diagnostic et une feuille de route de mise en œuvre avec des activités de résilience et d'adaptation aux catastrophes axées sur les femmes. Disponible à l'adresse suivante : <https://gggi.org/press-release/prime-minister-rt-hon-james-marape-of-papua-new-guinea-launches-inclusive-green-finance-policy/>

72 La CMSME est définie dans la circulaire SMESPD n° 2 de la Banque du Bangladesh. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bb.org.bd/mediaroom/circulars/smespd/jun292017smespd02.pdf>

73 Ministère des finances et Banque du Bangladesh. SNIF 2021-2025. Disponible à l'adresse suivante : https://www.afi-global.org/wp-content/uploads/2022/04/NFIS_Bangladesh.pdf

74 Ministère des finances d'Eswatini. SNIF pour l'Eswatini 2017-2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.mfw4a.org/publication/eswatini-national-financial-inclusion-strategy-document-2017-2022>

75 Ibid.

76 Banque centrale de Jordanie. Stratégie de financement vert 2023-2028. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sbfnetwork.org/central-bank-of-jordan-launches-green-finance-strategy/>

77 Banque mondiale. 2021. Boîtes à outils pour les décideurs politiques afin de rendre le système financier plus vert. Disponible à l'adresse : <https://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/35705>

78 AFI. 2022. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.afi-global.org/newsroom/news/rma-bhutan-embarks-on-green-finance-roadmap/>

telles que les systèmes de garantie de crédit (CGS) ou établir un fonds de restructuration pour aider les MPME dans leurs initiatives d'atténuation et d'adaptation au climat.⁷⁹

Exemples de pays ayant mis en place des fonds dédiés aux MPME dans le secteur vert :



FIDJI⁸⁰ Le Disaster Rehabilitation and Containment Facility (Mécanisme de réhabilitation et de contention en cas de catastrophe) de la Reserve Bank of Fiji est un programme de résilience et d'adaptation au climat doté de 200 millions USD mis en œuvre par les banques commerciales, la Fiji Development Bank et les établissements de crédit agréés. Dans le cadre de ce dispositif, les MPME qualifiées reçoivent des prêts sans intérêt et sans frais pendant les deux premières années, avec un taux d'intérêt maximum de 3,99 % par an par la suite.



MAROC⁸¹ Le Mécanisme de financement de l'économie verte (GEFF, pour son sigle en anglais) au Maroc, mis en œuvre par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) en partenariat avec les IF locales, fournit des financements aux PME, couvrant jusqu'à 100 % des coûts du projet (jusqu'à 250 000 euros) pour les investissements dans les technologies vertes (efficacité énergétique, énergie renouvelable, gestion des déchets, etc.) GLIMMER,⁸² une entreprise textile, s'est qualifiée⁸³ et a reçu un financement GEFF II pour acheter une machine à coller les tissus en continu, ce qui a permis de réduire la consommation d'énergie de 39 % et les émissions de gaz à effet de serre de 26,77tecCo2 par an.



PAKISTAN⁸⁴ Le programme de financement de la Banque d'État du Pakistan (SBP) pour les projets d'énergie renouvelable s'est déroulé de 2017 à la mi-2019. Dans le cadre de ce programme, les entreprises pouvaient recevoir des prêts pour des projets solaires et éoliens plafonnés à un taux d'intérêt de 6 %, subventionnés par la SBP avec un taux de refinancement de 2 % pendant 10 ans. Comparé aux taux d'intérêt habituels, qui se situent entre 12 et 20 %, ce programme offre aux MPME d'importantes possibilités d'investissement dans des projets verts.



HONGRIE⁸⁵ La Hongrie a mis en place le programme opérationnel de développement économique et d'innovation (EDIOP) pour stimuler l'économie des régions sous-développées en mettant l'accent sur l'augmentation de la compétitivité des PME dans la production d'énergie renouvelable, entre autres priorités. En outre, le plan d'action 2020 pour la protection du climat et de l'environnement a engagé 92,8 millions d'euros pour promouvoir l'utilisation de modèles d'entreprise efficaces sur le plan énergétique pour les PME qui passent partiellement ou totalement à l'énergie renouvelable d'origine locale.

- 79 AFI. 2021. Modèle de politique pour le financement des MPME. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.afi-global.org/publications/policy-model-for-msme-finance/>
- 80 Reserve Bank of Fiji. n.d. Disaster Rehabilitation and Containment Facility (Centre de réhabilitation et de confinement des catastrophes). Disponible à l'adresse : <https://www.rbf.gov.fj/natural-disaster-rehabilitation-facility/>
- 81 Facilité de financement de l'économie verte. s.d. Maroc Disponible à l'adresse : https://ebrdgeff.com/morocco_facilities/#
- 82 Facilité de financement de l'économie verte. n.d. New high-performance equipment for an SME operating in the textile industry. Disponible à l'adresse : <https://ebrdgeff.com/morocco-geff/projects/new-high-performance-equipment-for-an-sme-operating-in-the-textile-industry/>
- 83 Mécanisme de financement de l'économie verte. n.d. Critères d'éligibilité. Disponible à l'adresse suivante : <https://ebrdgeff.com/morocco-geff/the-programme/eligibility-criteria/>
- 84 Banque nationale du Pakistan. 2019. SBP Financing Scheme for Renewable Energy (Programme de financement de la SBP pour les énergies renouvelables). Disponible à l'adresse : <https://www.sbp.org.pk/smfed/circulars/2019/C10.htm>
- 85 Commission européenne. s.d. Programme opérationnel de développement économique et d'innovation Disponible à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/regional_policy/in-your-country/programmes/2014-2020/hu/2014hu16m0op001_en#:~:text=Programmepercent20description&text=Thepercent20programmeppercent20aimspercent20toppercent20stimulate,researchpercent20andpercent20innovationpercent20andpercent20employment

ATTRIBUTION OBLIGATOIRE DE CRÉDITS VERTS

Un autre outil financier utilisé par les régulateurs et les banques centrales pour promouvoir la finance verte consiste à exiger des banques et des IF qu'ils allouent un certain pourcentage de leur portefeuille de crédit à des projets verts et à des groupes cibles tels que les MPMEF et les MPME. Par exemple, la Banque du Bangladesh, par le biais de sa circulaire n° 04/2014 du département de la banque verte et de la responsabilité sociale des entreprises (GBCSRD), a exigé de toutes les banques et institutions financières qu'elles allouent au moins cinq pour cent de leur portefeuille de crédit total aux secteurs verts à partir de janvier 2016.⁸⁶ De même, la Banque centrale d'Égypte et la Nepal Rastra Bank exigent que les banques allouent jusqu'à 25 %⁸⁷ et 10 %, respectivement, de leur portefeuille de crédit au financement des MPME et des projets verts.⁸⁸

MODÈLES DE FINANCEMENT INNOVANTS POUR CATALYSER LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES VERTES

Les partenariats entre les autorités publiques non financières, les organismes donateurs, les associations d'entreprises et les communautés catalysent également les initiatives de résilience climatique et d'atténuation. Les modèles de financement innovants comprennent des centres d'entrepreneuriat vert et d'investissement d'impact, des financements dirigés par les communautés et des plateformes de crowdfunding pour mettre en relation les MPME avec des investisseurs verts ou d'impact. Cela facilite le flux de capitaux vers des secteurs clés des MPME tels que le transport, l'agriculture, la gestion des déchets, l'écotourisme et les énergies renouvelables, ou des plateformes pour connecter directement les consommateurs aux fournisseurs de biens et de services verts.

Le Green Entrepreneurship Hub égyptien,⁸⁹ vise à développer un «système durable et intégré d'échange de déchets industriels» en reliant les entreprises investies dans le secteur des déchets afin de promouvoir les PME innovantes, de créer des emplois verts et de réduire la pollution de l'environnement.

Le Fonds africain de garantie (AGF)⁹⁰ a collaboré avec Bettervest,⁹¹ une plateforme de crowdfunding, afin de lever des fonds pour des projets de PME durables en Afrique dans le cadre d'un modèle de partage de risques. Dans le cadre de cet accord, l'AGF fournira une garantie partielle à Bettervest sur les fonds levés pour des projets de PME vertes en cas de défaut de paiement, contribuant ainsi à réduire le risque de crédit.

86 Plateforme de la finance verte. 2016. Bangladesh Sets Green Finance Minimum Target at 5% for Banks and Financial Institutions (Le Bangladesh fixe l'objectif minimum de la finance verte à 5 % pour les banques et les institutions financières). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.greenfinanceplatform.org/policies-and-regulations/bangladesh-sets-green-finance-minimum-target-5-banks-and-financial>

87 L'Égypte aujourd'hui. 2021. Disponible à l'adresse : <https://www.egypttoday.com/Article/3/98945/Egypt-s-central-bank-obliges-banks-to-increase-financing-directed>

88 AFI. 2020. IGF - A survey of the policy landscape - Provision (Une enquête sur le paysage politique - Provision). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.afi-global.org/publications/inclusive-green-finance-a-survey-of-the-policy-landscape-second-edition/>

89 BAD. Égypte - Croissance verte. Disponible à l'adresse : <https://project-portal.afdb.org/dataportal/VProject/show/G-EG-BG0-ZZZ-001>

90 African Guarantee Fund. n.d. AGF partners with crowdfunding platform to increase impact investing for SMEs in Africa (AGF s'associe à une plateforme de crowdfunding pour accroître l'investissement d'impact pour les PME en Afrique). Disponible à l'adresse : <https://africanguaranteefund.com/african-guarantee-fund-partners-with-crowdfunding-platform-bettervest-to-increase-impact-investing-for-smes-in-africa/>

91 Start Up Energy Transition. n.d. La plateforme en ligne pour les investissements à impact. Disponible à l'adresse : https://www.startup-energy-transition.com/set100-databasebettervest/?gclid=EAlaiQobChMr4n-s6uLPggMVYaNmAh3rLQcJEAAYASAAEgLMIPD_BwE



Dried beans for sale at a market in Kigali, Rwanda. (Alamy Stock Photo)



A female poultry farmer, Nigeria. (Alamy Stock Photo).

OPPORTUNITÉS COMMERCIALES POUR LES MPME DANS LE CADRE DE L'ATTENUATION DU CHANGEMENT CLIMATIQUE



Les MPME sont les mieux placées pour défendre l'atténuation du changement climatique, définie comme la «réduction des émissions de GES dans l'atmosphère ou l'absorption des GES dans l'atmosphère»,⁹² et les efforts d'adaptation, car les MPME sont l'épine dorsale économique d'un pays et possèdent une connaissance approfondie des communautés et des entreprises qu'elles desservent.

En termes d'atténuation du climat, le Forum économique mondial a estimé en 2021 que les huit chaînes d'approvisionnement mondiales,⁹³ qui représentent plus de 50 % des émissions globales, pourraient réduire leurs émissions d'environ 40 % en mettant en œuvre quelques changements relativement simples et peu coûteux. Ces changements pourraient comprendre la circularité, l'amélioration de l'efficacité et l'utilisation d'énergies renouvelables, et auraient des effets de coût marginaux ou de rentabilité liés à l'amélioration de l'efficacité.⁹⁴ Étant donné le rôle clé des MPME en tant que producteurs, consommateurs et prestataires de services dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, et la valeur ajoutée qu'elles apportent grâce à l'innovation, aux connaissances locales et au sens des affaires, une collaboration mutuellement bénéfique entre les grandes entreprises, les institutions de financement du développement, les IMF, les entités spécialisées dans les MPME et les MPME vertes pourrait être mise en place pour réaliser ce potentiel.

Les opportunités commerciales pour les MPME dans le domaine de l'atténuation du changement climatique sont notamment les suivantes :

ÉNERGIES RENOUVELABLES

L'énergie propre est le fondement d'une économie verte que les MPME peuvent promouvoir en fournissant des solutions d'énergie renouvelable, telles que des systèmes de chauffage et de refroidissement propres, des équipements solaires, des toits solaires, des vélos électriques, des systèmes de stockage de l'énergie et d'autres technologies d'énergie propre. Elles peuvent également proposer des services d'installation, d'entretien et de réparation des systèmes d'énergie renouvelable dans les foyers, les entreprises,⁹⁵ et les communautés, facilitant ainsi une transition en douceur vers un avenir juste, inclusif et à faible émission de carbone. Selon une étude de l'ANDE de 2019, «InfoDev a estimé à 1,6 billion USD les opportunités d'investissement pour les PME axées sur les technologies propres dans les pays en développement».⁹⁶

ÉTUDE DE CAS N° 13 : un pionnier de la finance verte en Colombie⁹⁷

Contactar Colombia (CC), une IMF colombienne, est une pionnière de la finance verte. Elle propose des prêts verts pour des fours de cuisson propres, des séchoirs solaires, des filtres à eau et des biodigesteurs afin de faciliter l'utilisation de technologies énergétiques propres par ses clients. En 2014, elle a collaboré avec MicroEnergy International pour développer et mettre en œuvre un programme de financement vert inclusif sur l'atténuation et l'adaptation au climat ciblant les groupes économiquement défavorisés tels que les MPMEF. Parallèlement, l'institution a également reçu une assistance technique pour mettre en œuvre le programme La microfinance pour l'adaptation basée sur les écosystèmes (MEbA, pour son sigle en anglais) du PNUD, avec l'aide de l'École de Francfort. La CC a également développé un programme de FVI avec MicroEnergy pour fournir des produits et services verts pour l'adaptation au climat et l'atténuation de ses effets. Ces initiatives ont permis à ses clients de renforcer leur résilience face au changement climatique et d'encourager d'autres institutions financières à proposer des produits et services verts pour promouvoir une économie durable.

92 AFI. 2020. Inclusive green finance policies for MSMEs. Available at: <https://www.afi-global.org/publications/inclusive-green-finance-policies-for-msmes>

93 Alimentation, construction, mode, biens de consommation à rotation rapide, électronique, automobile, services professionnels et fret.

94 WEF. 2021. Net-Zero Challenge : The Supply Chain Opportunity (l'opportunité de la chaîne d'approvisionnement)», Genève : WEF. Disponible à l'adresse suivante : https://www3.weforum.org/docs/WEF_Net_Zero_Challenge_The_Supply_Chain_Opportunity_2021.pdf

95 Des femmes plombiers, releveurs de compteurs, électriciens et ingénieurs pour une adoption rapide et facile par les femmes qui sont les principales décisionnaires en matière de consommation domestique (alimentation, transport, services publics).

96 Infodev. 2014. Construire des industries vertes compétitives. Disponible à l'adresse : <https://www.infodev.org/infodev-files/green-industries.pdf>

97 MIX et e-MFP. 2015. Évaluer la microfinance verte. Disponible à l'adresse : <https://www.e-mfp.eu/resources/assessing-green-microfinance-qualitative-and-quantitative-indicators-measuring>

EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Des efforts sont en cours pour soutenir la transition verte des entreprises et des ménages en réduisant leur consommation d'énergie grâce à des produits et des services à haut rendement énergétique, tels que les appareils électroménagers, l'isolation et les systèmes intelligents de gestion de l'énergie. Les MPME peuvent tirer parti de ces produits et fournir des services de conseil sur les pratiques d'économie d'énergie à d'autres MPME et aux ménages. En outre, elles peuvent fournir elles-mêmes des produits et services à haut rendement énergétique, tels que l'éclairage solaire PAYGO (Pay as You Go : Paiement au fur et à mesure). Selon une note politique de l'UNSGSA FVI,⁹⁸ environ 401 millions de personnes ont bénéficié d'un meilleur accès à l'énergie propre grâce à des produits d'éclairage solaire PAYGO hors réseau, ce qui a permis de compenser 94 millions de tonnes de CO₂.

ÉTUDE DE CAS N° 14 : VIRL Financial Services (Zimbabwe)⁹⁹

VIRL, une institution de microfinance au Zimbabwe, a introduit la finance verte en 2013. Pour faciliter le processus, le personnel de VIRL a participé au programme Green Performance de Hivos, où il a été initié à l'approche des IMF vertes et à l'Agenda de la performance verte (GPA). VIRL fournit des prêts verts abordables et accessibles aux MPME (1 479 entreprises) et aux petits exploitants agricoles (8 380 ménages) pour l'achat de produits à haut rendement énergétique (panneaux solaires et batteries) favorisant l'utilisation d'énergies propres. VIRL fournit également des prêts pour l'énergie solaire aux écoles rurales afin d'acheter et d'utiliser des panneaux solaires pour alimenter des lampes solaires et des points de charge, ce qui aide les étudiants à étudier le soir et permet aux gens de recharger leurs téléphones. Plus précisément, VIRL a aidé Ndlovu, une entrepreneuse, en lui accordant un prêt de 750 USD pour l'achat d'un four à faible consommation de combustible et la construction d'une cheminée à faible consommation d'énergie pour griller des cacahuètes afin de produire du beurre de cacahuète, ce qui a permis non seulement d'améliorer ses revenus, mais aussi de réduire la pollution due à la fumée.

COLLABORATION DES MPME AUX PRATIQUES DURABLES PAR LE BIAIS DE LA CHAÎNE DE VALEUR DES FOURNISSEURS VERTS¹⁰⁰

Dans le cadre de la chaîne de valeur des fournisseurs verts, les MPME peuvent conclure des accords commerciaux avec des entreprises (grandes émettrices de CO₂) afin de réduire leur empreinte carbone, de mettre en œuvre des pratiques durables et de fournir des produits et services verts. Ces partenariats peuvent être mutuellement bénéfiques : les entreprises atteignent leurs objectifs écologiques tandis que les MPME conçoivent, développent et déploient des solutions indigènes, renforçant ainsi leur rôle dans la chaîne de valeur verte en tant que créateurs d'impact.

En outre, les MPME peuvent participer aux marchés du carbone en s'engageant dans des activités de réduction des GES, telles que des projets de boisement et de reboisement, en obtenant des crédits carbone et en les vendant à des entreprises cherchant à compenser leurs émissions. Les MPME en Éthiopie et les agriculteurs en Afrique du Sud, par exemple, obtiennent des crédits carbone dans le cadre du projet Biocarbon Fund et du programme AgriCarbon, respectivement.¹⁰¹ De même, les agriculteurs sud-africains obtiennent des crédits carbone dans le cadre du programme AgriCarbon grâce à des pratiques agricoles renouvelables, tandis que Starsight Energy, la première entreprise verte nigériane à obtenir la certification carbone, obtient des crédits carbone en fournissant des solutions solaires à ses clients.¹⁰² Au niveau mondial, les marchés volontaires du carbone prennent de l'ampleur, les entreprises les utilisant pour remplir leurs engagements en matière de climat et les organismes de réglementation des valeurs mobilières publiant des lignes directrices pour réglementer les marchés du carbone en vue d'une plus grande transparence et d'une meilleure conduite du marché, ce qui profitera aux MPME vertes.¹⁰³

LES BÂTIMENTS VERTS

«Dans le monde entier, les bâtiments représentent 28 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) liées à l'énergie. Les MPME peuvent jouer un rôle clé dans l'atténuation du changement climatique en se spécialisant dans la conception, la modernisation et la construction de bâtiments verts, les rendant plus économes en énergie et, de préférence, en eau. Afin de proposer une offre complète à leurs clients, les MPME devraient produire des matériaux de construction respectueux de l'environnement, fournir des accessoires et des équipements fonctionnant à l'énergie solaire et proposer des techniques de construction efficaces sur le plan énergétique, autant d'éléments qui permettent de réduire la consommation d'énergie et les émissions de GES.

Sur Futuro, une IMF de la République dominicaine, montre la voie en collaborant avec l'Institut national du logement dominicain pour financer la construction de maisons adaptées au changement climatique. Ces maisons sont construites sur des fondations en béton avec des murs en parpaings jusqu'au niveau des fenêtres pour une plus grande sécurité et une meilleure résistance aux événements climatiques extrêmes.¹⁰⁴

98 UNSGA. 2023. Note de politique sur le financement vert inclusif. Disponible à l'adresse : <https://www.unsgsa.org/publications/inclusive-green-finance-policy-and-advocacy-approach>

99 REACT SSA. VIRL Financial Solutions/VIRL Sun Solar Solutions. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.aecfafrica.org/wp-content/uploads/2022/03/REACT-SSA-showcase-v4-23.11.2021-28.pdf>

100 Pour de plus amples informations, veuillez consulter le rapport BCG-HSBC 2021 «Delivering Net Zero Supply Chains The Multi-Trillion Dollar Key to Beat Climate Change». Disponible à l'adresse : https://cdn.txfmedia.com/assets/Assets/HSBC-BCG-NetZeroSupplyChain_WhitePaper_25102021_vf.pdf

101 PNUE et al. 2022. Évaluation des mécanismes de financement vert pour les MPME en Afrique. Disponible à l'adresse : <https://wedocs.unep.org/handle/20.500.11822/40763>

102 Ibid.

103 EDF. 2023. Les autorités de régulation des marchés financiers publient des orientations sur la surveillance des VCM. Disponible à l'adresse : <https://blogs.edf.org/climate411/2023/12/04/financial-market-regulators-release-vc-guidance/>

104 Sur Futuro. n.d. Construcción de Viviendas a familias vulnerables de Padre Las Casas (Construction de logements pour les familles vulnérables de Padre Las Casas), Azua - INVI Disponible à l'adresse suivante : <https://surfuturo.org/proyecto/ecomicro-sur-futuro-financiamiento-verde-para-la-adaptacion-del-cambio-climatico>



Villagers plant seedlings at a tree nursery in the Kakamega Forest Reserve, Kenya. (Alamy Stock Photo)

OPPORTUNITÉS COMMERCIALES POUR LES MPME DANS LE CADRE DE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'adaptation au changement climatique désigne l'ajustement des systèmes naturels ou humains en réponse à des stimuli climatiques réels ou prévus ou à leurs effets, qui atténue les dommages ou exploite les opportunités bénéfiques.¹⁰⁵ «Les besoins en matière d'adaptation dans les pays en développement devraient monter en flèche et atteindre 340 milliards de dollars par an d'ici à 2030».¹⁰⁶

Les effets du changement climatique, conjugués à l'évolution des réglementations et de l'environnement commercial résultant de ces effets, représentent des défis considérables pour les entreprises de divers secteurs à l'échelle mondiale. En aidant les entreprises à s'adapter au climat, ce qui implique de modifier les processus, les pratiques et les structures afin de minimiser les dommages potentiels ou de tirer parti des opportunités liées au changement climatique, les entreprises disposeront des outils nécessaires pour assurer la continuité de leurs opérations, améliorer la vie des membres de leurs communautés et répondre efficacement à l'évolution des conditions du marché et de l'environnement.¹⁰⁷

Les MPME, en tant qu>'utilisateurs de produits destinés à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à celui-ci, peuvent directement influencer la réduction de leurs propres impacts environnementaux et également proposer ce type de produits à leurs clients. Les MPME peuvent opérer cette transition en adoptant des technologies plus performantes et moins gourmandes en carbone».

Source : Superintendance des banques de la République dominicaine, enquête AFI sur la transition des MPME vers le vert, 2023

Dans un sondage réalisé par le Centre du commerce international (ITC, pour son sigle en anglais) en 2021, plus de la moitié des entreprises africaines ont déclaré que l'adoption de stratégies d'adaptation avait amélioré leur production et la qualité de leurs produits, leur avait permis d'accéder à de nouveaux marchés, avait fait baisser le prix de leurs intrants et leur avait facilité l'accès à des financements verts.¹⁰⁸

Les opportunités commerciales pour les MPME dans le domaine de l'adaptation au climat sont notamment les suivantes :

AGRICULTURE INTELLIGENTE

Les MPME peuvent promouvoir l'agriculture durable en fournissant des intrants agricoles biologiques et en utilisant des pratiques agricoles intelligentes telles que l'agriculture hydroponique, l'aquaculture,¹⁰⁹ la pêche durable, les systèmes d'irrigation économes en eau, ainsi que le recyclage et le traitement de l'eau. Elles peuvent également fournir des services de formation et de conseil, y compris des mentorats aux jeunes entreprises sur les méthodes et pratiques agricoles durables.

GESTION DES DÉCHETS

Les MPME peuvent développer des solutions innovantes telles que les «banques de déchets» en utilisant le modèle des 3R - Réduire, Réutiliser et Recycler - pour promouvoir une économie circulaire et contribuer à l'atténuation du climat. En outre, les MPME peuvent promouvoir des pratiques de gestion de déchets inclusives en employant des femmes et des personnes financièrement exclues dans les services de gestion des déchets, étant donné leur rôle prédominant en tant que balayeurs et collecteurs de déchets.

105 UNFCCC. n.d. Fact sheet : the need for adaptation. Disponible à l'adresse : https://unfccc.int/files/press/backgrounders/application/pdf/press_factsh_adaptation.pdf

106 PNUE. 2022. Alors que les impacts s'accroissent, l'adaptation au climat doit devenir une priorité mondiale. Disponible à l'adresse : <https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/impacts-accelerate-adapting-climate-change-must-become-global>

107 UNFCCC. n.d. The Business Case for Adaptation (Les arguments économiques en faveur de l'adaptation). Disponible à l'adresse : <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/businesscase.pdf>

108 ITC. 2021. Perspectives de la compétitivité des PME 2021 : Empowering the Green Recovery (Favoriser la relance verte), Genève. Disponible à l'adresse : <https://intracen.org/resources/publications/sme-competitiveness-outlook-2021-empowering-the-green-recovery>

109 «L'agriculture hydroponique est un moyen durable de cultiver des aliments. Elle absorbe le carbone de l'air sans perturber la terre, car les plantes poussent dans l'eau sans nécessiter de sol». Pour plus d'informations, veuillez consulter le site : <https://www.edengreen.com/blog-collection/carbon-negative-farming>

ÉTUDE DE CAS N° 15 : Gestion globale des déchets solides de Banco Pichincha (Équateur)

Depuis la mi-2021, Banco Pichincha collabore avec l'Entreprise publique métropolitaine pour la gestion globale des déchets solides afin de mettre en œuvre le programme de gestion globale des déchets solides dans ses agences du district métropolitain de Quito. En Équateur, la majorité des recycleurs ou des gestionnaires de l'environnement sont des personnes âgées, des mères célibataires ou des chefs de famille.

En mettant en œuvre ce programme complet de gestion de déchets solides, la banque visait les objectifs suivants :

- Promouvoir la responsabilité de la gestion correcte des déchets générés par le Banco Pichincha.
- Dignifier le travail et améliorer l'économie des gestionnaires de l'environnement et de leurs familles.
- Contribuer à l'optimisation de la durée de vie utile de la décharge de Quito.

Pour faire de cet engagement une réalité et réduire les déchets solides, ils ont lancé les initiatives suivantes :

- Campagnes internes sur l'élimination correcte des déchets solides, ainsi que sur les 4R (rejeter, réduire, réutiliser, recycler).
- Mise en place d'espaces adéquats pour la séparation correcte des déchets et de calendriers de collecte pour les 38 agences de la ville.
- Remettre les déchets exclusivement à des gestionnaires de l'environnement désignés.

RÉSULTATS :

- 1,5 tonne de déchets solides a été recyclée en un an.
- 50 recycleurs en ont bénéficié directement et 220 indirectement.

Les résultats obtenus les ont encouragés à étendre le programme à d'autres districts..

Source : Page web de Banco Pichincha¹¹⁰

110 Banco Pichincha. 2022. Banco Pichincha y EMGIRS-EP aunamos esfuerzos por el manejo integral de desechos sólidos (mettons nos forces en commun pour une gestion intégrée des déchets solides). Disponible à l'adresse : <https://www.pichincha.com/blog/convenio-de-reciclaje-quito>



People collecting plastic bottles for recycling on Amazonas Avenue in the tourist district La Mariscal in Quito, Ecuador. (Alamy Stock Photo)



Woman working in a plastic bottle recycling factory in Bangladesh. Everyday a huge amount of waste plastic is collected from landfills and sorted out according to colour in the factories. Later the waste plastics are cut in smaller pieces and then melted in a furnace to make various products. (Alamy Stock Photo)

RECOMMANDATIONS ET CONCLUSIONS

En fonction des enseignements tirés de l'analyse documentaire, des résultats de l'enquête interne et des entretiens avec les informateurs clés, les recommandations suivantes sont formulées à l'intention des décideurs politiques et des régulateurs financiers afin de soutenir les MPME dans leur transition écologique.

Cependant, il est essentiel de comprendre les différents besoins des MPME en fonction de leur taille, de leur type, de leur contribution au changement climatique et de leur vulnérabilité à celui-ci, et de développer ainsi des solutions adaptées à leurs besoins uniques (y compris leur appétence au risque).

Les recommandations sont regroupées sous trois domaines thématiques : **développement de politiques et de stratégies ; accès et soutien financiers pour les MPME ; et gestion des risques et résilience.**¹¹¹ Ces recommandations visent à lever tous les obstacles liés à la demande, à l'offre et à la politique, car elles sont transversales.

ÉLABORATION DE POLITIQUES ET DE STRATÉGIES :

- **Collecter et construire des données** de qualité ventilées par sexe, âge, lieu, etc. sur la finance verte, ce qui permettra d'évaluer et d'identifier les lacunes en matière de finance verte (y compris les lacunes en matière de politiques), les besoins et les préférences des MPME et de soutenir le développement, le suivi et l'évaluation des politiques FVI ciblées sur les MPME (MPMEF). Par exemple, la collecte de données du côté de la demande pourrait être facilitée en incluant des questions sensibles sur les MPME dans les enquêtes sur l'inclusion financière. Les décideurs politiques et les régulateurs financiers pourraient également étudier la possibilité de créer des bureaux de crédit vert et de fournir gratuitement des rapports de crédit vert aux MPME afin de faciliter leur accès au financement vert.¹¹²
 - **Développer des taxonomies vertes et des politiques FVI simples et inclusives** (telles que les SNIF ou les feuilles de route vertes et durables) pour accélérer l'adoption et la mise en œuvre de la FVI **qui intègrent les perspectives des MPME** permettant à la fois aux IF de fournir et aux MPME d'accéder à la finance verte de manière responsable. Pour ce faire, les associations et les réseaux de MPME et de MPMEF devraient être impliqués dès le début de la phase d'élaboration de la taxonomie ou de la politique de la FVI afin de comprendre et d'intégrer leurs besoins en matière de financement vert, de veiller à la proportionnalité et de s'approprier le processus d'écologisation de l'économie.
- > Pour les pays qui développent leurs taxonomies, il est extrêmement pertinent d'ajouter l'adaptation au climat et l'atténuation des effets du changement climatique pour les MPME et, en général, les voies de la résilience climatique¹¹³ dans leurs taxonomies. L'organisation des solutions d'adaptation et d'atténuation en catégories

homogènes et apparentées, ou taxonomies, aide les régulateurs, les institutions financières et les investisseurs à déterminer quels investissements peuvent être qualifiés de verts et à éviter l'écoblanchiment des entreprises. L'absence de mesures universelles permettant de comparer différents projets d'adaptation et d'atténuation au sein d'une même catégorie de risque climatique ou de vulnérabilité constitue un obstacle important à la mise en place de mécanismes de financement durables et structurés pour les projets d'adaptation et d'atténuation des MPME. La prise en compte de ce problème dans les taxonomies de la finance verte peut guider l'exécution et le suivi des solutions et des projets d'adaptation et d'atténuation mis en œuvre par les pays.

- > En outre, les membres d'AFI pourraient également tirer parti de l'expérience des membres du Réseau bancaire et financier durable (SBFN, pour son sigle en anglais) qui ont développé et mis en œuvre la finance durable, des feuilles de route vertes et des taxonomies. Selon le [SBFN Toolkit 2023 : Developing Sustainable Finance Roadmaps](#),¹¹⁴ certains des enseignements tirés de l'expérience des membres dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une feuille de route sur la finance durable sont les suivants : aligner les politiques sur les engagements nationaux et les normes internationales ; effectuer une analyse contextuelle pour élaborer des mesures ciblées ; suivre une approche progressive pour faire évoluer le marché ; et assurer un leadership institutionnel et des dispositions de mise en œuvre, entre autres. [Le document de travail du CGAP sur le risque climatique et l'inclusion financière](#)¹¹⁵ montre comment des réglementations et des politiques de finance verte soigneusement articulées peuvent renforcer la stabilité financière en créant une économie réelle plus résiliente, réduisant ainsi les risques auxquels est confronté le secteur financier. Parmi les autres initiatives mondiales, citons les [boîtes à outils de la Banque mondiale destinées aux décideurs politiques pour rendre le système financier plus vert](#)¹¹⁶ les centres financiers pour la durabilité du PNUD (FC4S), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et la boîte à outils de [diagnostic et les feuilles de route pour la finance durable de la Plateforme pour la finance verte](#).¹¹⁷

111 Comme mentionné dans la section sur les lacunes et les obstacles, pour ce qui concerne ce rapport, nous avons établi un code de couleur pour les obstacles et les recommandations comme suit : Politique - Bleu ; Accès aux financements verts - Vert ; Gestion des risques - Rouge.

112 Peter Knaack et Peter Zetterli. 2023. Document de travail du CGAP sur le risque climatique et l'inclusion financière. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.cgap.org/research/publication/climate-risk-and-financial-inclusion-regulatory-perspective>

113 Les voies de la résilience climatique sont des trajectoires de développement qui combinent l'adaptation et l'atténuation pour atteindre l'objectif du développement durable.

114 Réseau bancaire et financier durable. 2023. Boîte à outils du SBFN - Élaboration de feuilles de route pour la finance durable. Disponible à l'adresse suivante : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/uploads/2023/10/SBFN_Sustainable_Finance_Roadmap-Toolkit_Guide.pdf

115 Peter Knaack et Peter Zetterli. 2023. Document de travail du CGAP sur le risque climatique et l'inclusion financière. Disponible à l'adresse : <https://www.cgap.org/research/publication/climate-risk-and-financial-inclusion-regulatory-perspective>

116 Banque mondiale. 2021. Boîtes à outils à l'intention des décideurs pour rendre le système financier plus vert. Disponible à l'adresse suivante : <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/b1897439-4fce-5466-b045-9a858b0273b3>

- **Développer une réglementation proportionnée**
Les régulateurs financiers devraient appliquer une approche basée sur le risque (principe de proportionnalité) aux exigences de déclaration et de divulgation liées au climat, en fonction du type, de la taille et du portefeuille de prêts de l'IF ainsi que des besoins, de la taille, de la complexité et de l'exposition au risque des MPME, afin d'atténuer le risque de dé-risquage vert, en particulier pour les micro, petites et moyennes entreprises et les MPMEF. Des réglementations proportionnées en matière de financement vert garantissent un équilibre entre les exigences en matière de déclaration et de divulgation d'une part, et les coûts de mise en conformité des IF d'autre part, afin d'éviter les effets d'exclusion involontaires et de promouvoir ainsi l'octroi de financements verts aux MPME.
- **Favoriser la collaboration par le biais de dialogues public-privé.** L'élaboration de politiques en matière de FVI nécessite une collaboration entre de multiples parties représentant les secteurs public et privé, les partenaires de développement, les associations d'entreprises et la société civile. Les banques centrales et les régulateurs financiers doivent diriger ou codiriger l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de FVI, en s'appuyant sur une structure de gouvernance bien coordonnée, des ressources financières adéquates et du personnel qualifié. Les institutions membres du Bangladesh, du Maroc, de la Mongolie, du Népal et de la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont toutes suivi un vaste processus de consultation pour élaborer leurs politiques FVI (y compris les taxonomies, les politiques et feuilles de route en matière de finance durable et les lignes directrices en matière de ESRM).

ACCÈS FINANCIER POUR SOUTENIR LA TRANSITION VERTE DES MPME

- **Mettre en place des mesures d'incitation à la finance verte**
Des incitations financières vertes, telles que des taux d'intérêt préférentiels ou subventionnés sur les prêts verts, devraient être adoptées pour encourager les IF à prêter aux MPME ainsi que pour réduire les risques pour les MPME dans leur transition verte. L'autorité indonésienne des services financiers (OJK) offre un exemple, ayant lancé une incitation à augmenter le financement bancaire pour les véhicules électriques en 2020. La Banque du Bangladesh, la Banque d'État du Pakistan, la Banque de réserve de l'Inde et la Banque Negara Malaysia¹¹⁸ proposent également des facilités de financement vert subventionnées similaires. Les autorités financières devraient également collaborer avec des autorités fiscales, telles que le ministère des finances, pour offrir des incitations fiscales vertes (taxe zéro pour les véhicules électriques, incitations fiscales pour l'adoption de technologies vertes) afin d'encourager les MPME à adopter des technologies propres.
- **Faciliter l'accès à la finance verte**
Fournir un ensemble complet de politiques pour les MPME, comprenant une variété d'instruments et d'outils financiers (prêts, assurance, financement mixte, obligations vertes, GGS). Mettre en place une unité de finance verte,¹¹⁹ des institutions spécialisées dans le financement vert des MPME,¹²⁰

ou des centres d'innovation pour la finance verte,¹²¹ afin de catalyser l'élaboration de politiques inclusives et de faciliter la fourniture d'un financement vert abordable et accessible aux MPME.

- **Encourager l'émission d'obligations thématiques** telles que les obligations vertes, sociales, de genre et de durabilité sur les marchés de capitaux et promouvoir les investissements dans ces obligations par le biais d'exonérations fiscales pour les investisseurs des MPME sur les revenus de ces investissements. Par exemple, l'Autorité marocaine du marché des capitaux a publié les lignes directrices sur les obligations de genre, étant le premier organisme de réglementation des valeurs mobilières à le faire.¹²²
- **Faciliter la certification verte des MPME**
Les régulateurs financiers devraient préconiser le développement d'un processus de certification verte en ligne et hors ligne, idéalement en collaboration avec les associations professionnelles, les institutions financières et les organismes de réglementation. Ces certifications, adaptées à des secteurs spécifiques, devraient privilégier la transparence et la simplicité tout en s'adaptant aux utilisateurs numériques et non numériques. Les meilleures pratiques suggèrent d'appliquer des frais de candidature raisonnables pour garantir la qualité et le succès, avec des subventions disponibles en fonction de la taille de la MPME.

L'objectif est de concevoir des programmes de certification verte dont les avantages financiers l'emportent sur les coûts, y compris les frais de certification et les dépenses de mise en conformité. En outre, pour soutenir les entreprises dans leur transition écologique, il faudra sensibiliser les utilisateurs finaux, ce qui peut se faire par le biais de différentes relations à long terme avec les associations professionnelles, les PFI, les ministères de l'éducation, des télécommunications, etc.

GESTION DES RISQUES ET RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE :

- **Sensibilisation au climat par le renforcement des compétences et des capacités**

117 Plateforme de la finance verte. 2022. Boîte à outils de diagnostic et feuilles de route pour la finance durable. Disponible à l'adresse : <https://www.greengrowthknowledge.org/diagnostic-toolkit-and-sustainable-finance-roadmaps>

118 Réseau SBFN. 2023. SBFN Toolkit Developing Sustainable Finance Roadmaps (Boîte à outils du SBFN pour l'élaboration de feuilles de route pour la finance durable). Disponible à l'adresse suivante : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/uploads/2023/10/SBFN_Sustainable_Finance_Roadmap-Toolkit_Guide.pdf

119 En 2019, Bank Al-Maghrib a créé une nouvelle unité dédiée à la finance verte. Disponible à l'adresse : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/uploads/2023/10/SBFN_Sustainable_Finance_Roadmap-Toolkit_Guide.pdf

120 En 2020, la Société financière verte de Mongolie (IF verte nationale) a été créée sur la base d'un modèle de partenariat public-privé. Ibid.

121 Comme le Green Enterprise Finance Accelerator en Ouganda et le Green Home Finance Accelerator au Royaume-Uni. Ibid.

122 Réseau SBFN. 2023. SBFN Toolkit Developing Sustainable Finance Roadmaps (Boîte à outils du SBFN pour l'élaboration de feuilles de route pour la finance durable). Disponible à l'adresse suivante : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/uploads/2023/10/SBFN_Sustainable_Finance_Roadmap-Toolkit_Guide.pdf

Des programmes de formation et de renforcement des capacités sur les politiques de finance verte, les taxonomies et les lignes directrices de ESRM devraient être développés pour le personnel clé des banques centrales, des régulateurs financiers et des IF afin d'améliorer les compétences institutionnelles. Par exemple, le pilier IV : Renforcement des capacités de la «Feuille de route du Maroc pour l'alignement du secteur financier sur le développement durable»¹²³ exige que la Fondation marocaine pour l'éducation financière intègre les questions environnementales et la finance durable dans ses programmes de formation, et qu'elle développe des programmes de formation pour le personnel. D'autres initiatives comprennent le développement de modules de formation sur la finance verte à l'Académie de la ville financière de Casablanca et l'organisation d'ateliers et de conférences à l'intention des entreprises membres. Ces programmes de sensibilisation, complétés par des services de conseil, aideront également les MPME à mieux comprendre les risques liés au changement climatique, à élaborer des plans commerciaux et à acquérir des connaissances et une expertise en matière de climat pour faire face à la complexité de l'accès et de l'utilisation de la finance verte.

- **Élaborer des normes robustes pour la communication d'informations sur le climat et l'environnement**

Soutenir les MPME dans leur transition écologique par le biais de financements verts expose les IF à des risques liés au climat et à l'environnement, car les MPME sont confrontées à des risques physiques et de transition dans leur transition écologique qui, s'ils ne sont pas gérés, se transmettront au portefeuille de crédit des IF (risque de crédit), ce qui affectera la stabilité du secteur financier. Pour permettre aux IF d'identifier, de gérer et d'atténuer ces risques, les régulateurs financiers doivent élaborer et mettre en œuvre des politiques de FVI, des lignes directrices et des cadres ESRM, ainsi que des normes de reporting qui exigent l'intégration de la gestion des risques environnementaux, sociaux et de gouvernance dans les politiques de crédit des IF pour une prise de décision éclairée en matière de crédit. À titre d'exemple, les régulateurs financiers du Bangladesh, du Brésil, de la Chine, du Honduras, de l'Indonésie, du Népal, du Pérou, de l'Afrique du Sud et du Viêt Nam ont publié de tels cadres et lignes directrices. Au niveau mondial, les régulateurs financiers se réfèrent à la «Groupe de travail sur les informations financières relatives au climat» (TCFD, pour son sigle en anglais), établie par le Conseil de stabilité financière en 2015, pour développer des lignes directrices visant à soutenir les informations financières liées au climat.

- **Effectuer des tests de résistance afin d'évaluer la capacité des institutions financières à faire face aux risques climatiques et environnementaux** (risques physiques, de transition et de responsabilité) découlant des prêts verts aux MPME financées par l'IF. Les tests de résistance permettent également aux régulateurs et aux IF d'évaluer et de comprendre l'impact potentiel du portefeuille de prêts verts des MPME sur la qualité des actifs de l'IF et, par conséquent, de prendre les mesures prudentielles

nécessaires pour gérer les risques. Le Network for Greening the Financial System Guide to Climate Scenario Analysis for Central Banks and Supervisors,¹²⁴ et le Financial Stability Institute's «Tests de résistance des banques au changement climatique - une comparaison des pratiques»¹²⁵ pourraient aider les régulateurs financiers à comprendre et à mener des tests de résistance sur les IF afin de mieux évaluer et gérer les risques liés au climat.

- **Promouvoir un cadre de surveillance adapté aux MPME en intégrant les risques liés au climat et à l'environnement dans le cadre, la méthodologie et les outils de surveillance** (à la fois hors site et sur site) et en renforçant les capacités des autorités de surveillance financière afin de garantir une mise en œuvre efficace par une surveillance continue hors site et sur site. Le « Guide à l'intention des autorités de surveillance - Intégration des risques liés au climat et à l'environnement dans la surveillance prudentielle »¹²⁶ élaboré par le Network for Greening the Financial System en mai 2020, pourrait fournir des orientations précieuses aux autorités de surveillance financière.
- **Adopter des réglementations prudentielles macro et micro** :¹²⁷ Adopter un ratio prêt/valeur (LTV, pour son sigle en anglais) pour les garanties vertes, ajuster la pondération de risque sur les prêts verts, assouplir les exigences en matière de réserve de capital et réduire les exigences de provisionnement des prêts pour inciter les IF à prêter aux MPME vertes. En 2019, par exemple, la Banque d'Indonésie a publié un règlement sur le ratio LTV pour les prêts hypothécaires sur les propriétés vertes afin de soutenir le développement de bâtiments verts. En 2020, la Banque centrale du Liban a abaissé les exigences de réserve pour les produits d'économie d'énergie, tandis que la Banque centrale de Hongrie prévoit des exigences de capital préférentielles pour les prêts immobiliers à haut rendement énergétique.¹²⁸

123 Réseau SBFN. 2023. Boîte à outils du SBFN pour l'élaboration de feuilles de route sur la finance durable. Disponible à l'adresse suivante : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/uploads/2023/10/SBFN_Sustainable_Finance_Roadmap-Toolkit_Guide.pdf

124 NGFS. 2020. Guide d'analyse des scénarios climatiques pour les banques centrales et les autorités de surveillance. Disponible à l'adresse suivante : https://www.ngfs.net/sites/default/files/medias/documents/ngfs_guide_scenario_analysis_final.pdf

125 Institut de stabilité financière (FSI). 2021. FSI Insights on policy implementation No 34 Stress-testing banks for climate change - a comparison of practices (Perspectives sur la mise en œuvre des politiques N° 34 du FSI Tests de résistance des banques au changement climatique - une comparaison des pratiques). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.bis.org/fsi/publ/insights34.htm>

126 NGFS. 2020. Guide à l'intention des autorités de surveillance : Intégrer les risques liés au climat et à l'environnement dans la surveillance prudentielle. Disponible à l'adresse : <https://www.ngfs.net/en/guide-supervisors-integrating-climate-related-and-environmental-risks-prudential-supervision>

127 Les mesures microprudentielles sont l'un des principaux domaines prioritaires dans le cadre des outils de banque centrale et de surveillance dans la deuxième édition de la boîte à outils INSPIRE de mesures de réponse aux crises durables pour les banques centrales et les autorités de surveillance. 2020. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2020/11/INSPIRE-toolbox-2nd-Edition-1.pdf>

128 Réseau SBFN. 2023. SBFN Toolkit Developing Sustainable Finance Roadmaps (Boîte à outils du SBFN pour l'élaboration de feuilles de route pour la finance durable). Disponible à l'adresse suivante : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/uploads/2023/10/SBFN_Sustainable_Finance_Roadmap-Toolkit_Guide.pdf

SOLUTIONS POTENTIELLES POUR SOUTENIR LES MPMEF

Encourager la croissance des entrepreneuses dans les initiatives vertes est essentiel pour créer une économie inclusive et durable qui donne la priorité aux objectifs sociaux et environnementaux. Soutenir les MPMEF dans l'entrepreneuriat vert par une formation spécialisée, le mentorat, le développement du leadership, des quotas d'emploi, une budgétisation sensible au genre et l'accès à un financement abordable facilite leur participation équitable et les bénéficie de la transition vers la durabilité. Ces efforts facilitent également la transition de la communauté vers des pratiques plus durables.

Les **approches pratiques** que les membres peuvent adopter pour renforcer les compétences des MPMEF afin de promouvoir les entreprises à faibles émissions de carbone et de renforcer la résilience au changement climatique sont notamment les suivantes

- **Collecte de données ventilées par sexe** : Développer un cadre de données sur l'inclusion financière du côté de l'offre, ventilées par sexe, qui informe les interventions politiques de la FVI, afin d'identifier et d'éliminer les obstacles rencontrés par les MPME dans l'accès au financement vert.
- **Évaluation des besoins** : Réaliser une évaluation complète des besoins afin d'identifier les lacunes spécifiques en matière de compétences et de connaissances de la part des MPMEF en ce qui concerne les pratiques à faible émission de carbone et la résilience climatique.
- **Programmes de formation sur mesure** : Élaborer des programmes de formation personnalisés qui répondent aux besoins identifiés, en se concentrant sur des compétences pratiques telles que les pratiques commerciales durables, les technologies des énergies renouvelables, l'évaluation des risques climatiques et les stratégies d'adaptation.
- **Possibilités de mise en réseau** : Faciliter les programmes de mentorat qui mettent en relation les MPMEF avec des professionnels expérimentés dans les industries à faibles émissions de carbone. Cela crée un environnement favorable à l'apprentissage, au partage des connaissances et à la création de réseaux.
- **Incitations financières** : Offrir des incitations financières, telles que des subventions plus élevées, aux MPMEF. Cela permet de compenser les coûts associés à la formation et d'encourager un engagement généralisé.
- **Aide à l'adoption de technologies** : Fournir une assistance technique et des informations sur l'adoption des technologies vertes, y compris les économies potentielles et l'accès aux options de financement pour les équipements respectueux de l'environnement. Cela permet de s'assurer que les compétences acquises peuvent être appliquées efficacement dans des scénarios d'entreprise réels.

CONCLUSIONS GÉNÉRALES :

Micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans les pays en développement sont vitaux pour l'économie la croissance, l'innovation et la création d'emplois. Cependant, pour conduire la décarbonisation nécessaire pour une économie nette zéro, les MPME ont besoin d'une augmentation accès au financement vert. Cet accès est indispensable pour adapter leurs opérations aux impacts du changement climatique et réduire leurs dépendance aux combustibles fossiles.

Étant donné que l'IGF est une question émergente et transversale, il est crucial que les politiques de l'IGF soient conçues pour répondre aux divers besoins des MPME. Des politiques efficaces de l'IGF peuvent fournir aux MPME les outils financiers dont elles ont besoin pour passer à des pratiques plus durables.

Ce rapport propose un ensemble de recommandations visant à aider les régulateurs financiers dans le lancement de leur parcours IGF. Ces les recommandations sont conçues pour aider à combler les lacunes accès à la finance verte pour les MPME, favorisant un environnement où ces entreprises peuvent prospérer tout en contribuant à un économie durable et résiliente.



- **Les incitations favorisent l'adoption de mesures vertes** : Les incitations financières, les allègements fiscaux ou les conditions réglementaires favorables peuvent servir de catalyseurs pour que les MPME intègrent des mesures respectueuses du climat dans leurs activités.
- **Les politiques d'intégration de la dimension de genre sont importantes** : Les défis spécifiques auxquels sont confrontées les MPMEF dans l'adoption de pratiques vertes mettent en évidence la nécessité de politiques transformatrices de genre pour promouvoir une approche inclusive et efficace de l'action climatique.
- **Le renforcement des capacités est fondamental** : Les cadres réglementaires qui intègrent des initiatives de renforcement des capacités sont plus efficaces car ils fournissent aux MPME les compétences, les connaissances et les ressources nécessaires pour mettre en œuvre et maintenir des pratiques vertes.
- **L'accès au financement vert est essentiel** : Le soutien réglementaire visant à faciliter l'accès des MPMEF aux ressources financières, y compris les mécanismes de partage de risques, spécifiquement affectés aux initiatives durables, peut accélérer de manière significative leur transition vers des pratiques respectueuses de l'environnement.
- **L'établissement de rapports complets renforce la responsabilité** : L'étude met l'accent sur le rôle des exigences en matière de rapports détaillés dans les cadres réglementaires. Le fait d'obliger les MPME à divulguer leur impact sur l'environnement favorise la responsabilité et la transparence, ce qui les encourage à adopter et à maintenir des pratiques écologiques.
- **Les plateformes de collaboration facilitent la mise en conformité** : Les régulateurs peuvent faciliter les plateformes de collaboration qui mettent en rapport les entreprises, les régulateurs et les experts afin de créer un environnement propice à l'échange de bonnes pratiques et d'innovations en matière de stratégies respectueuses du climat.

En adoptant ces recommandations, les régulateurs financiers peut jouer un rôle crucial en permettant aux MPME de devenir des acteurs clés moteurs du développement durable et de la résilience climatique.

ACRONYMES

ABP	Anchor Borrower's Program	PFI	Institutions financières participantes/préférées
AFI	Alliance for Financial Inclusion	PFR	Décideurs et régulateurs financiers
AGF	Fonds africain de garantie	RSF	Mécanisme de partage de risques
BSP	Banque centrale des Philippines	SBFN	Réseau bancaire et financier durable
CBN	Banque centrale du Nigeria	SBP	Banque d'État du Pakistan
CC	Contactar Colombia	SDD	Données ventilées par sexe
CGC	Compagnie de garantie du crédit	SEPS	Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria de Ecuador
CGS	Systèmes de garantie du crédit	SMEFWGS	Groupe de travail sur le financement des petites et moyennes entreprises
CMSME	Entreprises artisanales, micro, petites et moyennes	WEGI	Entrepreneuses dans le secteur vert
ESDD	Diligence raisonnable environnementale et sociale	MPMEF	Entreprises détenues ou dirigées par des femmes
ESG	Environnement, société et gouvernance		
ESRM	Gestion des risques environnementaux et sociaux		
FI	Institutions financières		
GCF	Fonds vert pour le climat		
GEFF	Facilité de financement de l'économie verte		
GFE	Entité de financement vert		
GES	Gaz à effet de serre		
GPP	Marchés publics verts		
GTFS	Système de financement des technologies vertes		
FVI/IGF	Finance verte inclusive		
FVIWG	Groupe de travail sur la finance verte inclusive		
PMA	Pays les moins avancés		
MGTC	Technologie verte malaisienne et changement climatique		
MSE	Micro et petites entreprises		
MPME	Micro , petites et moyennes entreprises		
SNIF	Stratégies nationales d'inclusion financière		
NDC	Contributions déterminées au niveau national		

ANNEXE 1. RÉFÉRENCES

AAUW. 2020. *The STEM Gap : Women and Girls in Science, Technology, Engineering and Mathematics (Le fossé des STEM : les femmes et les filles dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques)*. Disponible à l'adresse : <https://www.aauw.org/resources/research/the-stem-gap/>

Groupe de la Banque africaine de développement. Disponible à l'adresse suivante : <https://projectsportal.afdb.org/dataportal/VProject/show/G-EG-BG0-ZZZ-001>

Alliance for Financial Inclusion. 2020. *FVI - A survey of the policy landscape - Provision (Une enquête sur le paysage des politiques - Provision)*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.afι-global.org/publications/inclusive-green-finance-a-survey-of-the-policy-landscape-second-edition/>

Alliance for Financial Inclusion. 2021. *Facilités de partage de risques : Mobiliser des financements pour les MPME dirigées par des femmes*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.findevgateway.org/sites/default/files/publications/2022/Risk-Sharing-Facilities-Mobilizing-Finance-for-Women-led-MSMEs.pdf>

Alliance for Financial Inclusion. 2021. *Modèle de politique pour le financement des MPME*. Disponible à l'adresse : <https://www.afι-global.org/publications/policy-model-for-msme-finance/>

Alliance for Financial Inclusion. 2022. Disponible à l'adresse : <https://www.afι-global.org/newsroom/news/rma-bhutan-em-barks-on-green-finance-roadmap/>

Alliance for Financial Inclusion. 2022. *Feuille de route pour la mise en œuvre de la FVI*. Disponible à l'adresse : <https://www.afι-global.org/publications/roadmap-for-inclusive-green-finance-implementation/>

Fonds africain de garantie. n.d. *AGF s'associe à une plateforme de crowdfunding pour augmenter l'investissement d'impact pour les PME en Afrique*. Disponible à l'adresse suivante : <https://africanguaranteefund.com/african-guarantee-fund-partners-with-crowdfunding-platform-better-vest-to-increase-impact-investing-for-smes-in-africa/>

Appui au Développement Autonome. 2022. *Prêt agricole indexé - leçons apprises*. Disponible à l'adresse suivante : https://www.ada-microfinance.org/sites/default/files/2022-08/Lessons%20learned_OKO%20au%20Mali_EN_0.pdf

Atela, J., Gannon, K. E. et Crick, F. 2018. *Climate change adaptation among female-led micro, small, and medium enterprises in semi-arid areas : A case study from Kenya*, in Leal Filho, W. (ed.) *Handbook of Climate Change Resilience*. Cham : Springer, pp. 1-18. Doi. Disponible à l'adresse : https://doi.org/10.1007/978-3-319-71025-9_97-1

Banque du Bangladesh. 2017. *Lignes directrices de l'ESRM*. Disponible à l'adresse : https://www.bb.org.bd/aboutus/regulationguideline/esrm_guideline_feb2017.pdf

Banque du Bangladesh. 2020. *SFP for Banks and FIs*. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.greenfinanceplatform.org/policies-and-regulations/sustainable-finance-policy>

Banque de Papouasie-Nouvelle-Guinée. 2023. *FVI de la PNG*. Disponible à l'adresse : <https://www.afι-global.org/newsroom/blogs/mitigating-the-impact-of-climate-change-papua-new-guineas-inclusive-green-finance-journey/>

Bangko Sentral Ng Pilipinas. 2020. *Impact of Extreme Weather Episodes on the Philippine Banking Sector : Evidence Using Branch-Level Supervisory Data (Impact des épisodes météorologiques extrêmes sur le secteur bancaire philippin : preuves à l'aide de données de surveillance au niveau des succursales)*. Disponible à l'adresse : https://www.bsp.gov.ph/Media_And_Research/WPS/WPS202003.pdf

Banque brésilienne de développement (BNDES). 2021. *La BNDES crée une nouvelle structure pour l'émission d'obligations vertes, sociales et durables avec le soutien de la BID*. Disponible à l'adresse : <https://www.bndes.gov.br/SiteBNDES/bndes/bndes-en/conteudos/noticia/BNDES-creates-new-structure-for-issuing-green-social-and-sustainable-bonds-with-support-from-IDB/>

Business Climate Hub. n.d. *The SME Climate Commitment*. Disponible à l'adresse : <https://businessclimatehub.org/sme-climate-commitment/>

CAF. 2022. *Les PME et le financement vert*. Disponible à l'adresse : <https://www.caf.com/en/knowledge/views/2022/03/smes-and-green-financing/>

CARE Changement climatique. 2022. *Making the Green Transition Work for Women (La transition verte au service des femmes)*. Disponible à l'adresse : <https://careclimatechange.org/care-report-making-the-green-transition-work-for-women/>

CARE Sierra Leone. 2022. *Projet des entrepreneurs solaires (Projet SHE)*. Disponible à l'adresse : <https://m.facebook.com/caresierraleone/posts/2031628947032274/>

CARE. 2023. *10 points clés à retenir du rapport du GIEC*. Disponible à l'adresse : <https://careclimatechange.org/10-key-takeaways-from-the-ipcc-report/>

Banque centrale de Jordanie. 2023. *Étude diagnostique de l'IF en Jordanie 2022*. Disponible à l'adresse : <https://www.cbj.gov.jo/EchoBusv3.0/SystemAssets/PDFs/2018/Financial%20Inclusion%20Diagnostic%20Study%20in%20Jordan%202017.pdf>

Banque centrale de Jordanie. 2023. *Stratégie de financement vert 2023-2028.* Disponible à l'adresse : <https://www.sbfnetwork.org/central-bank-of-jordan-launches-green-finance-strategy/>

Banque centrale du Nigeria. 2021. *ABP Guidelines.* Available at [https://www.cbn.gov.ng/out/2021/ccd/abp%20guidelines%20october%2013%202021%20-%20final%20\(002\).pdf](https://www.cbn.gov.ng/out/2021/ccd/abp%20guidelines%20october%2013%202021%20-%20final%20(002).pdf)

CGAP. 2023. *CGAP Renforcer la résilience et l'adaptation au climat grâce aux services financiers.* Disponible à l'adresse : <https://www.findevgateway.org/slide-deck/2022/12/cgap-strengthening-climate-resilience-adaptation-through-financial-services>

CGAP. 2023. *Document de travail sur les risques climatiques et l'inclusion financière.* Disponible à l'adresse : <https://www.cgap.org/research/publication/climate-risk-and-financial-inclusion-regulatory-perspective>

MAIN (e-MFP). 2021. N.R. Carillo, C. Razakharievlo, D. Forcella et S. Recupero. *Transition Écologique et Sociale (TES) au Profit des Institutions de Microfinance Africaines.*

BERD. 2022. *La BERD soutient les prêts verts et inclusifs en Ouzbékistan.* Disponible à l'adresse : <https://www.ebrd.com/news/2022/ebd-supports-green-and-inclusive-lending-in-uzbekistan.html>

Eco:Fact. 2022. *Les taxonomies vertes dans le monde : où en sommes-nous ?* Disponible à l'adresse : <https://www.ecofact.com/blog/green-taxonomies-around-the-world-where-do-we-stand/>

EDF. 2023. *Les autorités de régulation des marchés financiers publient des orientations sur la surveillance du MVC.* Disponible à l'adresse suivante : <https://blogs.edf.org/climate411/2023/12/04/financial-market-regulators-release-vc-m-guidance/>

L'Égypte aujourd'hui. 2021. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.egypttoday.com/Article/3/98945/Egypt-s-central-bank-obliges-banks-to-increase-financing-directed>

Banque européenne d'investissement. 2020 : *Le secteur bancaire en Afrique : financer la transformation dans l'incertitude.* Disponible à l'adresse : https://www.eib.org/attachments/efs/economic_report_banking_africa_2020_en.pdf

CESAP. *L'impact des catastrophes sur les MPME.* Disponible à l'adresse suivante : <https://msmpolicy.unescap.org/impact-disasters-msmes>

Commission européenne. *Programme opérationnel de développement économique et d'innovation.* Disponible à l'adresse : https://ec.europa.eu/regional_policy/in-your-country/programmes/2014-2020/hu/2014hu16m0op001_en#:~:text=Programmepercent20description&text=Thepercent-

[20programmepercent20aimspercent20topercent20stimulate,researchpercent20andpercent20innovationpercent20percent20andpercent20employment](https://ec.europa.eu/regional_policy/in-your-country/programmes/2014-2020/hu/2014hu16m0op001_en#:~:text=Programmepercent20description&text=Thepercent-20programmepercent20aimspercent20topercent20stimulate,researchpercent20andpercent20innovationpercent20percent20andpercent20employment)

Institut de stabilité financière. 2021. *FSI Insights on policy implementation No. 34 Stress-testing banks for climate change - a comparison of practices.* Disponible à l'adresse : <https://www.bis.org/fsi/publ/insights34.htm>

GIZ et IFC. 2017. *Financement intelligent du climat pour les MPME rurales : cadres politiques de facilitation. Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière.* Disponible à l'adresse : <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/160941498850160436/climate-smart-financing-for-rural-msmes-enabling-policy-frameworks-g20-global-partnership-for-financial-inclusion>

Fonds mondial pour le climat. *Mécanisme de partage de risques pour une agriculture à faibles émissions et résiliente au changement climatique.* Disponible à l'adresse : <https://www.greenclimate.fund/project/fp048>

Mécanisme mondial d'assurance indicielle (GBM). *Qu'est-ce que le risque de base ?* Disponible à l'adresse suivante : <https://www.indexinsuranceforum.org/faq/what-basis-risk>

Gouvernement du Mexique. 2023. *Taxonomie durable du Mexique.* Disponible à l'adresse : https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/809773/Taxonom_a_Sostenible_de_M_xico_.pdf

Mécanisme de financement de l'économie verte. n.d. *Critères d'éligibilité.* Disponible à l'adresse : <https://ebrdgeff.com/morocco-geff/the-programme/eligibility-criteria/>

Facilité de financement de l'économie verte. n.d. Maroc. Disponible à l'adresse : <https://ebrdgeff.com/morocco-facilities/#>

Facilité de financement de l'économie verte. n.d. *New high-performance equipment for an SME operating in the textile industry.* Disponible à l'adresse : <https://ebrdgeff.com/morocco-geff/projects/new-high-performance-equipment-for-an-sme-operating-in-the-textile-industry/>

Plateforme de la finance verte. 2016. *Bangladesh Sets Green Finance Minimum Target at 5% for Banks and Financial Institutions (Le Bangladesh fixe l'objectif minimum de la finance verte à 5 % pour les banques et les institutions financières).* Disponible à l'adresse : <https://www.greenfinanceplatform.org/policies-and-regulations/bangladesh-sets-green-finance-minimum-target-5-banks-and-financial>

Plateforme de la finance verte. 2022. *Boîte à outils de diagnostic et feuilles de route pour la finance durable.* Disponible à l'adresse : <https://www.greengrowthknowledge.org/diagnostic-toolkit-and-sustainable-finance-roadmaps>

Plate-forme pour la finance verte. Le genre. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.greenfinanceplatform.org/themes/gender>

Système de financement des technologies vertes. 2023. GTF 4.0 Empowering green businesses. Disponible à l'adresse : <https://www.gtfs.my/page/application-process>

AIE. Énergie et genre. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.iea.org/topics/energy-and-gender>

Infodev. 2014. Construire des industries vertes compétitives : Disponible à l'adresse : <https://www.infodev.org/infodev-files/green-industries.pdf>

Inspirer. 2020. Briefing paper - A Toolbox of Sustainable Crisis Response Measures for Central Banks and Supervisors. Disponible à l'adresse suivante : https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/wp-content/uploads/2020/11/INSPIRE-toolbox_-2nd-Edition-1.pdf

Centre du commerce international. 2021. Perspectives de compétitivité des PME 2021 : Empowering the Green Recovery. Disponible à l'adresse : <https://intracen.org/resources/publications/sme-coMPMEtiveness-outlook-2021-empowering-the-green-recovery>

Jessie W & Sofia Gren. 2023. Exploration des implications de la taxonomie de l'UE sur le financement et la divulgation pour les PME suédoises. Disponible à l'adresse : <https://stud.epsilon.slu.se/19289/1/westerberg-j-gren-s-20230714.pdf>

La finance au service de l'Afrique. SNIF pour l'Eswatini 2017-2022. Disponible à l'adresse : <https://www.mfw4a.org/publication/eswatini-national-financial-inclusion-strategy-document-2017-2022>

Ministère des finances et Banque du Bangladesh. SNIF 2021-2025. Disponible à l'adresse : https://www.af-global.org/wp-content/uploads/2022/04/NFIS_Bangladesh.pdf

Ministère indien des micro, petites et moyennes entreprises (portail ZED). n.d. Disponible à l'adresse : <https://zed.msme.gov.in/components>

MIX et e-MFP. 2015. Évaluer la microfinance verte. Disponible à l'adresse : <https://www.e-mfp.eu/resources/assessing-green-microfinance-qualitative-and-quantitative-indicators-measuring>

MyHIJAU. Lignes directrices relatives aux incitations fiscales en faveur des technologies vertes. Disponible à l'adresse : <https://www.myhijau.my/wp-content/uploads/2022/05/REC-GTGT-007-GUIDELINES-FOR-GREEN-TECHNOLOGY-TAX-INCENTIVE-GITAGITE.pdf>

Nature Communications. 2021. Le coût plus élevé du financement exacerbe le piège de l'investissement climatique dans les économies en développement. Disponible à l'adresse : <https://www.nature.com/articles/s41467-021-24305-3>

NGFS. 2020. Guide à l'intention des autorités de surveillance : intégration des risques liés au climat et à l'environnement dans la surveillance prudentielle. Disponible à l'adresse : <https://www.ngfs.net/en/guide-supervisors-integrating-climate-related-and-environmental-risks-prudential-supervision>

NGFS. Guide d'analyse des scénarios climatiques pour les banques centrales et les autorités de surveillance. 2020. Disponible à l'adresse suivante : https://www.ngfs.net/sites/default/files/medias/documents/ngfs_guide_scenario_analysis_final.pdf

Banque Rastra du Népal. 2018. ESRM for Banks and FIs. Disponible à l'adresse : <https://www.nrb.org.np/contents/uploads/2022/02/Final-ESRM-with-cover.pdf>

OCDE. 2021. Faciliter la transition verte pour les PME de l'ANASE - Une boîte à outils pour les décideurs politiques. Disponible à l'adresse : <https://www.oecd.org/southeast-asia/regional-programme/networks/OECD-Facilitating-the-green-transition-for-ASEAN-SMEs.pdf>

OCDE. Rapport d'activité des PME 2023. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.oecd.org/cfe/smes/SME%20activity-report-2023.pdf>

Banque de réserve de Fidji. Disaster Rehabilitation and Containment Facility (facilité de réhabilitation et de confinement des catastrophes). Disponible à l'adresse suivante : <https://www.rbf.gov.fj/natural-disaster-rehabilitation-facility/>

REACT SSA. 2022. VIRL Financial Solutions. Disponible à l'adresse : <https://www.aecfafrica.org/wp-content/uploads/2022/03/REACT-SSA-showcase-v4-23.11.2021-28.pdf>

SBFN. 2019. Taxonomie verte mongole. Disponible à l'adresse : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/assets/policy-library/1270_Mongolia_Green_Taxonomy_2019_MSFA.pdf

SBFN. 2023. Boîte à outils du SBFN 2023 : Developing Sustainable Finance Roadmaps Disponible à l'adresse suivante : https://www.sbfnetwork.org/wp-content/uploads/2023/10/SBFN_Sustainable_Finance_Roadmap-Toolkit_Guide.pdf

SBP. 2019. Schéma de financement de la SBP pour les énergies renouvelables. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.sbp.org.pk/smefd/circulars/2019/C10.htm>

Forum sur le financement des PME. 2023. Le déficit de financement des PME. Disponible à l'adresse : <https://www.smefinanceforum.org/data-sites/msme-finance-gap>

Site web de Start Up Energy Transition. n.d. The Online Platform for Impact Investments. Disponible à l'adresse : https://www.startup-energy-transition.com/set100-database/bettervest/?qclid=EAlaIqobChMlr4ns6uLPggMvYaNmAH3rLQc-JEAAYASAAEgLMIPD_BwE

Sur Futuro. *Construcción de Viviendas a familias vulnerables de Padre Las Casas, Azua - INVI.* Disponible à l'adresse : <https://surfuturo.org/proyecto/ecomicro-sur-futuro-financiamiento-verde-para-la-adaptacion-del-cambio-climatico>

Installation switchasia SCP. 2021. *Accès au financement pour les pratiques de consommation et de production durables par les petites et moyennes entreprises au Bangladesh.* Disponible à l'adresse : https://www.switch-asia.eu/site/assets/files/3085/bangladesh_finance_brief.pdf

CNUCED. 2022. *La CNUCED définit des actions pour soutenir les pays les moins avancés dans la transition mondiale vers une économie à faibles émissions de carbone.* Disponible à l'adresse suivante : <https://unctad.org/news/unctad-sets-out-actions-support-least-developed-countries-global-low-carbon-transition#:~:text=Thepercent20world'spercent2046percent20LDCspercent20Cpercent20home,relatedpercent20disasterspercent20occurredpercent20inpercent20LDCs>

PNUD. 2022. *Les femmes sont les plus durement touchées par les catastrophes, alors pourquoi les réponses sont-elles trop souvent aveugles à la dimension de genre ?* Disponible à l'adresse : <https://www.undp.org/blog/women-are-hit-hardest-disasters-so-why-are-responses-too-often-gender-blind>

PNUE. 2023. *Mécanismes de financement vert pour les MPME en Afrique.* Disponible à l'adresse : https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/43329/Green_finance_mechansms_for_MSMEs_Africa.pdf?sequence=3&isAllowed=y

PNUE. 2022. *Alors que les impacts s'accroissent, l'adaptation au climat doit devenir une priorité mondiale.* Disponible à l'adresse : <https://www.unep.org/news-and-stories/press-release/impacts-accelerate-adapting-climate-change-must-become-global>

UNFCCC. n.d. *Fact sheet : the need for adaptation.* Disponible à l'adresse : https://unfccc.int/files/press/backgrounders/application/pdf/press_factsh_adaptation.pdf

UNFCCC. n.d. *The Business Case for Adaptation.* Disponible à l'adresse : <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/businesscase.pdf>

UNGSA. 2023. *Note politique sur le financement vert inclusif.* Disponible à l'adresse : <https://www.unsgsa.org/publications/inclusive-green-finance-policy-and-advocacy-approach>

UNIDO et GIZ. 2021. *Évaluation de la politique d'autonomisation économique des femmes dans le secteur vert.* Disponible à l'adresse : https://www.unido.org/sites/default/files/files/2021-06/Synthesis_Report_Final.pdf

ONUFI. s.d. *Les femmes dans le secteur vert : How gender-transformative policies can boost women's economic empowerment (Les femmes dans le secteur vert : comment les politiques de transformation du genre peuvent stimuler l'autonomisation économique des femmes).* Disponible à l'adresse : https://www.unido.org/sites/default/files/files/2022-03/Cambodia_Infographic_English.pdf

UNSGSA. 2023. *La finance verte inclusive : Une approche politique et de plaidoyer.* Disponible à l'adresse : https://www.unsgsa.org/sites/default/files/resources-files/2023-05/UNSGSA_Inclusive_Green_Finance_Policy_Note.pdf

UNSGSA. 2023. *Note politique sur l'FVI : une approche politique et de plaidoyer.* Disponible à l'adresse : <https://www.unsgsa.org/publications/inclusive-green-finance-policy-and-advocacy-approach>

We-Fi. 2022. *Les arguments en faveur de l'investissement dans les entrepreneuses.* Disponible à l'adresse : https://we-fi.org/wp-content/uploads/2022/10/We-Fi-Investment-Case_LR.pdf

WEF. 2021. *Net-Zero Challenge : The Supply Chain Opportunity (Défi zéro net : l'opportunité de la chaîne d'approvisionnement).* Disponible à l'adresse : https://www3.weforum.org/docs/WEF_Net_Zero_Challenge_The_Supply_Chain_Opportunity_2021.pdf

Banque mondiale. 2021. *Boîtes à outils pour les décideurs politiques afin de rendre le système financier plus vert.* Disponible à l'adresse : <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/b1897439-4fce-5466-b045-9a858b0273b3>

Banque mondiale. 2023. *Financement des petites et moyennes entreprises (PME).* Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/topic/smfinance>

Banque mondiale. n.d. *Principles for Public Credit Guarantee Schemes (CGSs) for SMEs.* Disponible à l'adresse : <https://www.worldbank.org/en/topic/financialsector/publication/principles-for-public-credit-guarantee-schemes-cgss-for-smes#:~:text=A%20credit%20guarantee%20scheme%20provides,in%20return%20for%20a%20fee>

ANNEXE 2. MÉTHODOLOGIE

Une analyse documentaire complète a été entreprise, complétée par deux enquêtes en ligne. La première, «Transitioning MSMEs to Green» (Transition des MPME vers le vert), a été administrée aux FVIWG et SMEFWG d'AFI en août 2023, tandis que la seconde, «AFI IGF 2023 annual survey», a été administrée aux FVIWG d'AFI en juillet 2023, les deux enquêtes ayant reçu des réponses de la part de 28 membres d'AFI. Bien que la taille de l'échantillon représente environ un tiers des membres d'AFI, les répondants étaient parmi les membres les plus actifs dans l'élaboration des politiques de FVI et le financement des PME et représentent les six régions des membres d'AFI.

Les données ont été rassemblées, validées, recoupées et analysées après la réalisation des enquêtes. En outre, trois entretiens approfondis ont été menés avec deux membres d'AFI, la Bangladesh Bank et la Superintendencia de la Economía Popular y Solidaria de Ecuador (SEPS), ainsi qu'avec la Malaysian Green Technology and Climate Change Corporation (MGTC). Les deux membres d'AFI ont été choisis en raison de l'importance accordée par leurs institutions aux politiques ESG, tandis que la MGTC a été sélectionnée pour son travail de soutien à l'accès au financement pour les MPME. Toutes les conclusions sont intégrées dans le présent rapport..



Alliance for Financial Inclusion

AFI, Sasana Kijang, 2, Jalan Dato' Onn, 50480 Kuala Lumpur, Malaysia
t +60 3 2776 9000 e info@afi-global.org www.afi-global.org

 Alliance for Financial Inclusion  AFI.History  @NewsAFI  @afinetwork